

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

LE GÉNÉRAL-MAJOR BERROUMANA PRÉSIDE LE 4^E SÉMINAIRE RÉGIONAL SUR L'ÉCHANTILLONNAGE ET L'ANALYSE DANS UN ENVIRONNEMENT HAUTEMENT CONTAMINÉ

Le Général-major Berroumana Ahmed, Commandant de la Gendarmerie nationale, a présidé, dimanche au Cercle national de l'Armée de Béni Messous (Alger), la cérémonie d'ouverture de la 4^e édition du Séminaire régional sur "l'échantillonnage et l'analyse dans un environnement hautement contaminé", indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

P.16

ENTRENOUS

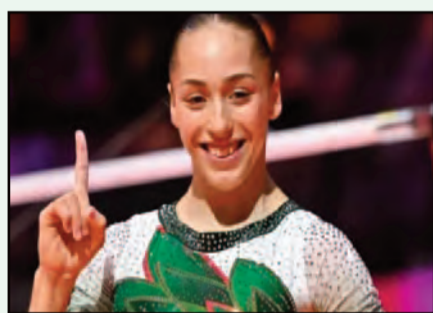
Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Lundi 18 Chawwal - 6 Avril 2026 - N° 1277 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

GYMNASTIQUE/
CHAMPIONNAT DU MONDE

KAYLIA NEMOUR EN OR AU CAIRE ET EN ROUTE VERS UN DOUBLÉ



La gymnaste algérienne Kaylia Nemour a décroché, dimanche, la médaille d'or aux barres asymétriques lors de la quatrième étape de la Coupe du monde de gymnastique artistique féminine disputée au Caire. Elle s'est imposée avec une note de 14.033, devançant la Chinoise Jiang Shuting (13.700) et la Slovène Hribar Lucija (13.100).

P.16

L'OPEP+ RELÈVE SA PRODUCTION PÉTROLIÈRE POUR LE MOIS DE MAI

UNE DÉCISION CONCERTÉE VISANT À PRÉSERVER L'ÉQUILIBRE DU MARCHÉ INTERNATIONAL

Réunis dimanche, l'Algérie et sept autres États membres de l'alliance OPEP+ ont convenu d'augmenter volontairement leur production totale de pétrole de 206.000 barils par jour à compter du mois de mai, selon un communiqué du ministère des Hydrocarbures et des Mines.

P.4

TENUE HIER DIMANCHE D'UN CONSEIL DES MINISTRES

A L'ORDRE DU JOUR NOTAMMENT LA MÉCANISATION DE L'AGRICULTURE ET LE SECTEUR DES MINES



P.3

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres, consacrée au projet de loi relatif à l'exercice des activités commerciales, ainsi qu'à des exposés, dont un sur la mécanisation du secteur agricole et un autre prospectif concernant le secteur des mines, a indiqué un communiqué du Conseil des ministres.

CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ

350 ENFANTS PALESTINIENS CROUPISSENT DANS LES PRISONS SIONISTES

Au total 350 enfants palestiniens croupissent dans les geôles de l'entité sioniste, depuis le début de l'agression contre la bande de Ghaza, le 7 octobre 2023, a rapporté dimanche l'agence de presse Wafa, reprenant les statistiques des organisations palestiniennes en charge du suivi de l'affaire des détenus.

P.7

PROPOS DU PROCUREUR FRANÇAIS ANTI-TERRORISTE À LA CHAÎNE DE RADIO FRANCEINFO

UNE VAINNE AGRESSION CONTRE L'ALGÉRIE

Suite à l'interview accordée par le procureur national anti-terroriste de la France, Olivier Christen, à Franceinfo, une source autorisée du ministère des Affaires étrangères a déclaré à l'APS que "le procureur national anti-terroriste de la France a, de manière désinvolte, inconsidérée et irresponsable, fait mention de l'Algérie au titre de procédures ouvertes pour terrorisme d'Etat".

"Une telle accusation injustifiée ne peut naturellement susciter qu'indignation et mépris", note la même source. "Ce propos est condamnable pour ce qui l'est: une vaine agression contre un pays, l'Algérie, qu'un

contexte français délétère érige en bouc émissaire et en dérivatif à tous les défis qui assaillent la France et qui peinent à la relever", ajoute la même source.

RA/AP



AUDIENCE AU MINISTÈRE DE LA SANTÉ

AIT MESSAOUDENE REÇOIT UNE DÉLÉGATION DE L'ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS DE SANTÉ FRANCO-ALGÉRIENS DE PROVENCE

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a reçu, dimanche, une délégation de l'Association des professionnels de santé franco-algériens de Provence, conduite par Fouzia Doghmane, indique un communiqué du ministère. La rencontre a permis d'examiner les moyens de renforcer la coopération bilatérale, notamment à travers l'échange d'expertises et d'expériences, en vue de contribuer au développement du système national de santé et d'améliorer les prestations proposées aux citoyens".

Dans ce cadre, l'accent a été mis sur "le rôle que peuvent jouer les associations scientifiques, notamment celles activant à l'étranger, en faveur du système national de santé, spécialement dans le domaine de la gériatrie et de l'accompagnement des personnes âgées", précise le communiqué.

A ce propos, le ministre de la Santé a évoqué "les perspectives de création d'un centre national de référence en gériatrie", insistant sur l'importance du "renforcement de la formation dans ce domaine

au profit des médecins généralistes".

Lors de la rencontre, M. Ait Messaoudene a présenté "un exposé détaillé sur l'état et les perspectives du système de santé en Algérie, les principales réformes en cours et les efforts consentis pour améliorer la prise en charge sanitaire", évoquant "le lancement d'une plateforme numérique dédiée aux médecins algériens établis à l'étranger, afin de leur permettre de partager leurs expertises et de contribuer ainsi au renforcement des ponts de communication avec les compétences nationales à l'étranger, au service du système de santé".

Le ministre a, par ailleurs, relevé "l'importance stratégique de la numérisation dans le secteur de la santé, notamment à travers la généralisation du dossier médical électronique, en vue de renforcer la transparence, d'améliorer le suivi du parcours thérapeutique des patients et d'optimiser la gestion".

Pour sa part, Mme Doghmane a exprimé "la pleine disposition de l'association à accompagner

et à soutenir le système de santé algérien, en mettant les expertises et les compétences algériennes établies à l'étranger au service du développement du secteur, notamment à travers le renforcement de l'échange d'expertises et la contribution au transfert de connaissances, participant ainsi à l'amélioration de la qualité de la prise en charge sanitaire".

Par la même occasion, "plusieurs questions prioritaires ont été examinées, en particulier l'importance de la santé scolaire dans la prévention et la sensibilisation".

L'accent a également été mis sur "la nécessité de développer les soins de santé pour améliorer la prise en charge des patients, notamment pour les maladies chroniques, de poursuivre la coordination et de renforcer les mécanismes de coopération et de partenariat, dans le cadre d'une vision globale et durable", conclut la même source.

RA

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

MESURES POUR UN APPROVISIONNEMENT STABLE EN MATIÈRES PREMIÈRES SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

Le ministère de l'Industrie pharmaceutique a pris une série de mesures pour faire face à toute éventuelle perturbation dans l'approvisionnement en matières premières à l'échelle internationale, notamment dans le contexte des évolutions géopolitiques actuelles, indique dimanche un responsable du ministère.

Dans une déclaration à l'APS, le chargé des études et de la synthèse au ministère, Redha Belkacemi, a précisé que ces dispositions interviennent en application des instructions du ministre du secteur, en vue de garantir une disponibilité stable des médicaments sur les marchés, en intervenant à tous les niveaux de la chaîne d'approvisionnement, de l'importation à la production jusqu'à la distribution.

A cet effet, le ministère a adressé, dimanche, une note aux fabricants et aux importateurs, les enjoignant à suivre les évolutions relatives à l'approvisionnement en matières premières sur les marchés internationaux "avec la plus grande rigueur et vigilance", tout en informant sans délai les services compétents de toute difficulté à même d'impacter la mise en œuvre de leurs programmes en cours relatifs à l'importation ou à la livraison, via l'adresse électronique approvisionnement@miph.gov.dz.

En outre, le ministère a procédé à la suppression de la condition du certificat de régulation pharmaceutique au stade de la domiciliation bancaire, ce qui permet aux opérateurs disposant de programmes d'importation d'effectuer directement

les opérations d'importation, sans passer par cette formalité préalable à la domiciliation, ce qui peut entraîner un retard, a fait savoir le responsable.

En cas de difficultés d'approvisionnement, des mécanismes de coordination sont activés entre les différents secteurs concernés, à l'instar du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, du ministère des Finances et de la Direction générale des Douanes, en plus du dispositif de veille et de suivi, afin de prendre les mesures susceptibles de faciliter l'approvisionnement en matières premières, précise M. Belkacemi.

Il s'agit également de la possibilité, le cas échéant, de prendre des mesures "relatives à l'augmentation des capacités de production de certains médicaments alternatifs ou équivalents au niveau d'autres établissements, pour garantir la couverture des besoins du marché national", en sus de la possibilité d'avancer les programmes d'importation de certains produits pour combler tout éventuel déficit, a-t-il ajouté.

Dans ce contexte, l'intervenant a évoqué la possibilité de changer les sources d'importation des matières premières vers d'autres fournisseurs, soulignant toutefois, que cette démarche reste soumise à des procédures réglementaires, notamment au niveau de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP), qui se charge de l'examen des dossiers et de la qualité et l'efficacité des nouvelles matières avant leur homologation.

gation.

Ces mesures sont dictées par le fait que l'industrie pharmaceutique nationale, qui couvre plus de 80% des besoins nationaux en médicaments, reste relativement dépendante de l'approvisionnement extérieur en matières premières, a-t-il précisé, ajoutant que toute perturbation dans cette chaîne aura pour effet d'affecter directement la disponibilité de certains produits pharmaceutiques sur le marché.

Dans le cadre d'une approche globale basée sur la coordination continue entre les différents acteurs du secteur, ces mesures visent à garantir un approvisionnement régulier du marché national en médicaments et assurer une prise en charge optimale des besoins des patients, tout en renforçant la résilience du système national face aux perturbations extérieures, a-t-il ajouté.

Samedi dernier, le ministère de l'Industrie Pharmaceutique avait adressé une note aux producteurs de médicaments leur ordonnant de commercialiser leurs stocks de produits "en situation de tension ou de pénurie" et ce avant lundi prochain, afin de répondre à la demande à travers l'ensemble du territoire national.

Des commissions de contrôle et d'inspection de wilaya ont été dépêchées, dimanche, afin de veiller à la stricte application de ces instructions, dont le non-respect est passible de sanctions légales.

RA

TENUE HIER DIMANCHE D'UN CONSEIL DES MINISTRES A L'ORDRE DU JOUR NOTAMMENT LA MÉCANISATION DE L'AGRICULTURE ET LE SECTEUR DES MINES

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres, consacrée au projet de loi relatif à l'exercice des activités commerciales, ainsi qu'à des exposés, dont un sur la mécanisation du secteur agricole et un autre prospectif concernant le secteur des mines, a indiqué un communiqué du Conseil des ministres, dont voici la traduction APS :

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, ce jour, une réunion du Conseil des ministres, consacrée au projet de loi relatif à l'exercice des activités commerciales, ainsi qu'à des exposés, dont un sur la mécanisation du secteur agricole et un autre prospectif concernant le secteur des mines.

Après présentation de l'ordre du jour du Conseil des ministres, suivie de la présentation, par Monsieur le Premier ministre, des activités du Gouvernement au cours des deux dernières semaines, Monsieur le président de la République a donné les instructions, directives et orientations suivantes : Concernant l'exposé prospectif sur le secteur des mines : Monsieur le président de la République a insisté sur la nécessité que la prochaine étape soit à la hauteur de l'ambition de l'Algérie, qui s'inscrit dans une logique de puissance économique sûre et de diversification comme socle d'un Etat véritablement émergent, s'appuyant sur des chiffres crédibles sur le terrain. A cet effet : - Monsieur le président de la République a ordonné la présentation en Conseil des ministres, dans les plus brefs délais, du plan d'exploration dans ce secteur, lequel doit définir avec précision et en détail les filières minières prioritaires pour la prochaine étape, tout en établissant rigoureusement les échéances d'exploitation et de production. - Monsieur le président de la République a insisté sur le fait que, dorénavant, seule une cadence soutenue dans l'exécution des orientations données et des plans d'action convenus sera acceptée pour l'ensemble



des filières minières retenues, comme choix incontournable visant à garantir une stabilité en matière de développement.

- Monsieur le président de la République a ordonné de s'appuyer entièrement, dans les explorations minières dans ce secteur stratégique, sur la technologie, ainsi que sur les ressources humaines locales et les compétences algériennes à l'étranger ou à travers des partenariats avec les pays amis et alliés. Concernant la mécanisation agricole : - Monsieur le président de la République a enjoint au ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche d'assurer, dans les plus brefs délais, une préparation optimale, en prévision de la campagne de moisson qui s'annonce qualitative, au regard des conditions climatiques favorables à des résultats positifs. - Monsieur le président de la Ré-

publique a réaffirmé la nécessité de garantir la mécanisation nécessaire aux agriculteurs, au niveau national.

- Accorder la priorité en matière de mécanisation sur la base de critères scientifiques et professionnels, en tenant compte de la superficie cultivée et des quantités de production.

- Adopter les quantités de production comme indicateur clé pour la création des coopératives de wilaya et régionales en matière de mécanisation et de matériel agricole, loin de toute forme de bureaucratie administrative.

Concernant la réalisation d'une station de déminéralisation dans la wilaya d'In Salah : - Monsieur le président de la République a instruit de la nécessité de tenir compte, à l'avenir, de la vision prospective liée à l'augmentation de la densité de la population et d'augmenter le volume de

la production prévue pour cette station qui approvisionnera la population de la wilaya de Tamnassert en eau potable.

- Veiller à assurer la fourniture des meilleurs services aux citoyens en matière d'alimentation en eau potable, au regard de la diversification des sources d'approvisionnement en cet élément vital, notamment le rôle important qu'ont aujourd'hui les stations de dessalement de l'eau de mer au niveau national pour garantir la sécurité hydrique.

Avant la clôture de la réunion du Conseil des ministres, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines a présenté un exposé sur le dossier de la récupération des fonds détournés, faisant état de 33 commissions rogatoires adressées à la Confédération suisse, dont 20 dossiers ont été examinés et acceptés, 4 d'entre eux, liés aux fonds détournés et gelés, ayant été définitivement traités à ce jour.

En vertu de ces procédures, plus de 110 millions de dollars seront restitués à l'Algérie.

Au terme de l'exposé, Monsieur le président de la République a adressé ses remerciements à la Confédération suisse et au Royaume d'Espagne pour la récupération par l'Algérie des fonds détournés. Par ailleurs, 61 commissions rogatoires adressées à la France dans ce cadre sont restées sans réponse.

La réunion du Conseil des ministres s'est achevée par l'approbation de décrets individuels portant nominations et fins de fonctions dans des postes supérieurs de l'Etat".

RA/APS

FAITS SAILLANTS DU CONSEIL DES MINISTRES

L'ALGÉRIE RÉCUPÈRERA AUPRÈS DE LA SUISSE PLUS DE 110 MILLIONS DE DOLLARS DE FONDS DÉTOURNÉS ET GELÉS

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a annoncé, lors de la réunion du Conseil des ministres, présidée dimanche par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, que l'Algérie récupérera plus de 110 millions de dollars de fonds détournés et gelés auprès de la Confédération suisse, après avoir adressé 33 commissions rogatoires à ce pays.

"Avant la clôture de la réunion du Conseil des ministres, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines a présenté un exposé sur le dossier de la récupération des fonds détournés, faisant état de 33 commissions rogatoires adressées à la Confédération suisse, dont 20 dossiers ont été examinés et acceptés, 4 d'entre eux, liés aux fonds détournés et gelés, ayant été définitivement traités à ce jour. En vertu de ces procédures, plus de 110 millions de dollars seront restitués à l'Algérie", précise un communiqué

du Conseil des ministres.

Au terme de l'exposé, le président de la République a "adressé ses remerciements à la Confédération suisse et au Royaume d'Espagne pour la récupération par l'Algérie des fonds détournés", ajoute le communiqué, soulignant, par ailleurs, que "61 commissions rogatoires adressées à la France dans ce cadre sont restées sans réponse".

Assurer une préparation optimale de la campagne de moisson

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a enjoint au ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée, dimanche, d'assurer, dans les plus brefs délais, une préparation optimale, en prévision de la campagne de moisson.

Après avoir écouté un exposé concernant la mécanisation agricole, le président de la République a enjoint au ministre de l'Agricul-

ture, du Développement rural et de la Pêche d'assurer, dans les plus brefs délais, une préparation optimale en prévision de la campagne de moisson, "qui s'annonce qualitative, au regard des conditions climatiques favorables à des résultats positifs", précise un communiqué du Conseil des ministres.

Le président de la République a, en outre, réaffirmé la nécessité de "garantir la mécanisation nécessaire aux agriculteurs, au niveau national" et d'"accorder la priorité en matière de mécanisation sur la base de critères scientifiques et professionnels, en tenant compte de la superficie cultivée et des quantités de production".

Le président de la République a ordonné d'adopter les quantités de production comme "indicateur clé pour la création des coopératives de wilaya et régionales en matière de mécanisation et de matériel agricole, loin de toute forme de bureaucratie administrative", ajoute le communiqué.

RA/APS

L'OPEP+ RELEVÉ SA PRODUCTION PÉTROLIÈRE POUR LE MOIS DE MAI

UNE DÉCISION CONCERTÉE VISANT À PRÉSERVER L'ÉQUILIBRE DU MARCHÉ INTERNATIONAL

Réunis dimanche, l'Algérie et sept autres États membres de l'alliance OPEP+ ont convenu d'augmenter volontairement leur production totale de pétrole de 206.000 barils par jour à compter du mois de mai, selon un communiqué du ministère des Hydrocarbures et des Mines.

Par Youcef Hamidi

Cette orientation a été arrêtée à l'occasion d'une réunion de coordination regroupant les huit pays engagés dans des ajustements volontaires de leurs niveaux de production. L'Algérie y a pris part aux côtés de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, de l'Irak, du Kazakhstan, du Koweït, d'Oman et de la Russie.

À l'issue des discussions, les participants ont validé une hausse globale de 206.000 barils par jour pour le mois de mai. Le communiqué précise également que ces pays ont réitéré leur volonté de maintenir une concertation étroite, insistant sur la nécessité d'un suivi permanent et rigoureux de l'évolution du marché pétrolier mondial.

Dans ce cadre, la production algé-



rienne devrait connaître une augmentation de 6.000 barils par jour, atteignant ainsi 983.000 barils quotidiens en mai, selon les données publiées

par l'OPEP+ sur son site officiel.

Par ailleurs, l'Algérie a pris part à la 65e session du Comité ministériel conjoint de suivi (JMMC), consacrée à l'examen du respect des engagements de réduction volontaire. Les membres du Comité — Algérie, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Irak, Koweït, Nigeria, Venezuela, ainsi que le Kazakhstan et la Russie — ont évalué le degré de conformité pour les mois de janvier et février 2026.

Au terme de cette évaluation, le Comité a salué les efforts constants déployés par les pays participants, tout en rappelant que l'application stricte et durable des décisions collectives demeure essentielle pour garantir la stabilité du marché pétrolier international, conclut le communiqué du ministère.

Y.H

COMMERCE EXTÉRIEUR

UNE EXPOSITION DE PRODUITS ET SERVICES ALGÉRIENS DESTINÉS À L'EXPORTATION DU 24 AU 27 AVRIL À TINDOUF

Une exposition de produits et services algériens destinés à l'exportation sera organisée du 24 au 27 avril dans la wilaya de Tindouf, sous le thème: "Tindouf : porte d'exportation vers les pays d'Afrique de l'Ouest", indique dimanche un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations.

Organisée par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations en coordination avec la wilaya de Tindouf, cette ex-

position vise à promouvoir les exportations et renforcer la présence des produits et services algériens sur les marchés africains, particulièrement dans les pays d'Afrique de l'Ouest, "à partir de la wilaya de Tindouf en tant que porte vers la profondeur africaine", précise-t-on de même source.

Cet événement économique constitue aussi "une plateforme importante pour présenter les capacités de production nationales dans divers secteurs", en plus d'être "un espace à même de

renforcer les partenariats économiques, d'ouvrir de nouvelles perspectives d'exportation" et d'"établir des partenariats orientés vers les marchés africains", lit-on dans le communiqué.

Dans ce cadre, le ministère invite l'ensemble des opérateurs économiques désirant participer à cet événement à s'inscrire via le site électronique prévu à cet effet.

RE

HYDROCARBURES

LANCEMENT D'UNE INITIATIVE POUR CRÉER UN FORUM AFRICAIN DES RÉGULATEURS

L'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) et l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO) ont examiné le lancement d'une initiative visant à créer un forum africain des régulateurs du secteur des hydrocarbures, a indiqué dimanche un communiqué de l'Autorité. Cette initiative a été évoquée lors d'une audience accordée, début avril, par le président de l'ARH, Amine Remini, au Secrétaire général de l'APPO, Farid Ghezali, au cours de laquelle ils ont abordé des questions d'intérêt commun, notamment les missions et l'expertise de l'ARH en matière de régulation et de contrôle des activités des hydrocarbures, a précisé la même source.

Lors de cette rencontre, M. Ghezali a exposé les enjeux et défis auxquels sont confrontés les marchés énergétiques, y compris le marché africain.

Les entretiens ont porté sur "le lancement prévu d'un forum africain des régulateurs". Le président de l'ARH a salué cette initiative, qui "vise principalement à harmoniser les règles et les meilleures pratiques dans le domaine des hydrocarbures".

De son côté, l'APPO a indiqué, dans un communiqué, que les deux parties "ont marqué une convergence de vues sur la pertinence de cette initiative et sur la nécessité de l'inscrire dans une feuille de route claire, structurée autour d'étapes, de priorités et de jalons définis".

RE

PLAN D'AGRODIV 2026

LANCEMENT DE NOUVELLES UNITÉS ET RELANCE DES STRUCTURES INDUSTRIELLES RÉCUPÉRÉES

Le groupe public des industries agroalimentaire Agroddiv prévoit courant 2026, le lancement de nouvelles unités de production et la relance de plusieurs unités récupérées par l'Etat dans le cadre de la lutte contre la corruption, et ce, afin de développer ses capacités de production et renforcer sa contribution à l'économie nationale.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur général par intérim du groupe, Salim Djenaihi, a expliqué que "le groupe ambitionne de renforcer sa croissance durable en 2026 et de consolider sa position d'acteur majeur des secteurs industriel et agroalimentaire".

"Cet objectif sera atteint à travers la concrétisation d'une série de projets stratégiques visant à développer les capacités de production, accroître la contribution à l'économie nationale et répondre à une demande croissante pour les produits du groupe", a-t-il ajouté.

Pour atteindre cet objectif, Agroddiv prévoit de lancer, au cours de l'année, de nouvelles unités de production "modernes et performantes", tout en réactivant celles reprises dans le cadre de la politique de valorisation des actifs récupérés et de leur réintégration dans le cycle économique, selon le directeur général par intérim.

Cette initiative, "s'inscrit dans la continuité du processus entamé en 2025, année durant laquelle Agroddiv a intégré plusieurs entreprises reprises par l'Etat", a précisé le premier responsable du groupe, confirmant que "ce processus a été mené selon une approche organisationnelle et structurelle réfléchie, garantissant une transition fluide et une intégration progressive au sein du système de production d'Agroddiv".

Il a cité à titre d'exemple des branches boissons et conserves de N'gaous et de la Filiale céréales et conserves de l'Est (FCCE).

"L'intégration de ces entreprises a contribué à accroître la capacité globale de production, à créer des emplois directs et indirects, et à insuffler un nouveau dynamisme au secteur de l'investissement, consolidant ainsi la position d'Agroddiv en tant qu'acteur économique majeur et participant au développement de l'économie nationale", a souligné M. Djenaihi.

Dans le cadre de sa stratégie, Agroddiv modernise et développe par ailleurs ses unités de production existantes afin d'accroître ses capacités de production et

d'améliorer la qualité des produits.

Cela passe notamment par le lancement de programmes de formation destinés aux ressources humaines, visant à optimiser l'efficacité opérationnelle et garantir un haut niveau de performance, a indiqué le directeur général par intérim.

Ainsi, le groupe Agroddiv investit actuellement dans la transformation alimentaire en adoptant des technologies modernes et en modernisant ses lignes de production, ce qui permettra de diversifier l'offre, d'assurer une qualité supérieure et de répondre aux besoins du marché national, selon le responsable.

Par ailleurs, M. Djenaihi a insisté sur l'engagement de l'entreprise à renforcer sa coopération avec divers partenaires locaux et internationaux, à travers des accords industriels ou des coentreprises, afin de favoriser l'échange de savoir-faire, le transfert de technologies et l'élargissement des activités de production.

Le plan 2026 d'Agroddiv s'oriente également vers l'exportation et la création de valeur ajoutée pour l'économie nationale.

"L'entreprise œuvre pour l'ouverture de nouveaux marchés à l'étranger ce qui devrait contribuer à augmenter les exportations, renforcer la présence internationale du groupe et générer de nouveaux emplois", a-t-il ajouté.

Dans ce contexte, le responsable a mis en avant "la diversification significative" des produits de l'entreprise et l'amélioration notable de ses niveaux de production en 2025.

"Plusieurs unités ont enregistré une hausse tangible de leur activité et de leurs volumes de production, grâce aux efforts déployés en matière de modernisation technique, d'amélioration des pratiques de gestion et d'utilisation efficace des ressources", a-t-il souligné. Placée sous tutelle du ministère de l'Industrie, Agroddiv est une entreprise publique créée en 2015 à la suite de la fusion-acquisition impliquant trois entreprises : Tragra, Cojub et Cegro.

Le groupe opère principalement dans le secteur agroalimentaire, couvrant ses différents segments, notamment la production, le conditionnement et la commercialisation de produits issus de la transformation de matières premières agricole, d'élevage et de pêche.

RE

BATNA

PERFECTIONNEMENT À LA MOISSONNEUSE POUR 30 AGRICULTEURS

Dimanche à Batna, une session brève de formation au pilotage et au calibrage des moissonneuses-batteuses a débuté au bénéfice de 30 producteurs de céréales originaires des wilayas de Batna, Sétif, Adrar, El Meghaier, Constantine et Guelma, ainsi que d'étudiants en master du département agronomique de l'université Batna-1.

Par Ali Boudefel

Cette action de formation, qui porte le slogan « semons le savoir, moissonnons l'expérience », est animée durant quatre jours au centre de stockage de la Coopérative des Céréales et Légumes Secs (CCLS) par des spécialistes des universités de Batna et Biskra, du Centre national de contrôle et certification des semences et plants de Sétif, de l'École nationale supérieure agronomique d'Alger, de l'Institut technique des grandes



cultures d'Alger et d'autres structures, dont l'antenne locale d'Agrodiv.

Selon Amel Derdoukh, chef du service formation et vulgarisation à la direction des services agricoles (DSA), cette initiative s'inscrit dans la

préparation de la campagne de moisson-battage ainsi que dans l'ajustement et l'amélioration du parcours technique de la céréaliculture défini par la DSA en concertation avec l'université Batna-

1.

D'après le même responsable, le contenu théorique et pratique de la session comprend une initiation au cycle céréalier, du travail du sol jusqu'à la récolte, avec un apprentissage pratique sur le terrain des réglages mécaniques des moissonneuses, de leur mise en route et de leur entretien.

De son côté, Dr. Nadia Boulouah, du département d'agronomie de l'université de Batna, a souligné que cette formation, validée par un diplôme, améliore la qualification professionnelle des céréaliculteurs et des étudiants de cette filière, afin de renforcer la mécanisation de la production céréalrière et d'accroître les rendements. En marge de cette formation, le secrétaire général de la chambre d'agriculture de la wilaya de Batna, Fateh Benmansour, a indiqué à l'APS que la wilaya compte 4 057 céréaliculteurs exploitant 87 000 hectares inscrits sur la plateforme « Ghorfati » gérée par la chambre d'agriculture locale.

A.B

AÏN TEMOUCHENT

LA RADIO LOCALE ÉMET DÉSORMAIS 24/24

La journée d'hier, dimanche 5 avril, a été marquée par le début de l'élargissement de la couverture radiophonique de la station régionale d'Aïn Temouchent à une diffusion sur 24 heures d'affilée.

Président à cette initiative, le PDG de la Radio algérienne, Adel Salakdjji, a déclaré que ce lancement coïncide avec l'amélioration et le renforcement du service de radiodiffusion instantanée grâce à la technique du "live streaming", s'inscrivant dans une stratégie de modernisation des pratiques médiatiques et de pérennisation d'un service public ininterrompu pour la station régionale.

Lors de cet événement, il a souligné les richesses que possède la wilaya d'Aïn Temouchent, qu'il a décrite comme "un exemple complet de rassemblement d'atouts naturels et économiques, jouissant d'un héritage culturel varié". Il a poursuivi que "dans cette perspective, le basculement de Radio Aïn Temouchent vers une diffusion continue constitue une décision mûrement réfléchie, visant à permettre à la station régionale de soutenir cette diversité pluridimensionnelle et son élan de développement, tout en garantissant une présence médiatique permanente, en relayant cette dynamique avec exactitude et rigueur vers l'auditeur et en faisant de la radio un fidèle reflet de

cette effervescence en tout temps".

Par ailleurs, le wali d'Aïn Temouchent, Mabrouk Ouled Abdennebi, a loué "la fonction essentielle de la radio locale comme allié constant dans la mise en valeur des efforts de développement, dans le cadre du renforcement du service au public".

Il est à rappeler que la transmission en direct de Radio Aïn Temouchent a démarré en mars 2007 avec une grille de 8 heures quotidiennes, avant d'être portée à 11 heures par jour en 2009, pour aboutir à une diffusion permanente depuis ce dimanche, avec une programmation dense et diversifiée, selon le directeur de la station.

A.B

MASCARA

ORGANISATION D'UNE JOURNÉE DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT

L'obligation de déclaration du bénéficiaire effectif a été au centre d'une journée de formation organisée dimanche à Mascara visant à prévenir les crimes de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme. Cette rencontre a permis de mettre en lumière les mécanismes juridiques et réglementaires visant à prévenir les crimes de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme.

La responsable de l'antenne locale du Centre national du registre du commerce (CNRC), Lamia Rouïfed, a indiqué que l'obligation de déclaration du bénéficiaire effectif, qui concerne les sociétés commerciales et civiles, ainsi que les associations et les fondations (wakfs), s'inscrit dans le cadre de l'application des dispositions de la loi 25-10 du 24 juillet 2025, modifiant et complétant la loi 05-01 du 6 février 2005 relative à la prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme.

Elle a ajouté que cette déclaration constitue l'une des mesures visant à renforcer la transparence financière dans notre pays, notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Elle a précisé que cette législation oblige les entreprises et les associations à révéler l'identité des bénéficiaires effectifs, à travers le dépôt de déclarations auprès de l'antenne locale du CNRC, et auprès de la direction de wilaya de la Réglementation et des Affaires générales (DRAG) pour les associations.

De son côté, le commissaire aux comptes et expert en finances, Mohamed Regguieg, a souligné que la déclaration du bénéficiaire effectif représente une étape

essentielle pour renforcer la transparence financière et lutter contre les activités financières illégales. Elle contribue également à garantir l'identification réelle des personnes opérant au sein des entreprises et des associations conformes à la loi. Le même intervenant a appelé, en particulier, les associations à se rapprocher des services de l'antenne locale du Centre national du registre du commerce afin de se conformer à cette obligation légale.

Par ailleurs, le secrétaire général de la Chambre de commerce et d'industrie de la wilaya "Beni-Chougrane", Houari Refas, a indiqué que l'objectif principal de cette journée de formation est de fournir des explications détaillées aux représentants des entreprises et des associations locales concernant les procédures juridiques et réglementaires liées à la déclaration du bénéficiaire effectif, afin de renforcer le contrôle de leurs activités financières et d'assurer la transparence quant à l'identité réelle des bénéficiaires, dont des entreprises et des associations.

A noter que cette rencontre a été organisée à l'initiative de la chambre de commerce et d'industrie de la wilaya "Beni-Chougrane", en coordination avec l'antenne locale du CNRC et la direction du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national. Elle a réuni des représentants d'entreprises publiques et privées, d'associations locales, ainsi que des représentants des directions des Affaires religieuses et des wakfs, de la Jeunesse et des Sports, et de la réglementation et des Affaires générales.

R.R

SKIKDA

UNE JOURNÉE D'INFORMATION AUTOUR DE LA NUMÉRISATION

Une journée d'information et de sensibilisation sur les services numériques fournis par les organismes du secteur du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, au profit des assurés sociaux et des employeurs, a été organisée dimanche à Skikda.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une campagne médiatique lancée le 25 mars dernier sous l'égide du ministère de tutelle, visant à renforcer la numérisation et à moderniser l'administration publique sous le slogan "Nos services numériques vous accompagnent où que vous soyez", a souligné dans une déclaration à l'APS, le directeur de wilaya de l'emploi, Rochdi Belagoune.

M. Belagoune a ajouté que "face aux mutations numériques que connaît le monde aujourd'hui, la numérisation est devenue une nécessité incontournable pour développer l'administration publique et améliorer la qualité des services fournis aux citoyens".

Il a souligné que cette journée de sensibilisation vise à "faire connaître ces services mis en place par les organismes de la sécurité sociale et de l'emploi et à encourager leur utilisation, au regard des avantages qu'ils offrent".

Cette journée a été marquée par plusieurs interventions des représentants des agences locales de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), de la Caisse nationale des retraites (CNR), de la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS), de la Caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (CACOBATPH), ainsi que de l'annexe locale de l'emploi (ANEM).

Les intervenants ont souligné l'importance de la numérisation pour améliorer la qualité du service public, faciliter l'accès aux droits et permettre aux citoyens de bénéficier des prestations en toute fluidité et sécurité, tout en leur évitant les contraintes de déplacement vers les sièges de ces organismes.

Par ailleurs, le wali de Skikda, Saïd Akhrouf a présidé, en marge de cette journée, le coup d'envoi d'une caravane de sensibilisation regroupant les différents organismes du secteur, qui sillonnera les dairas de la wilaya du 5 au 16 avril, afin d'aller à la rencontre des citoyens et de les initier à l'usage de ces services numériques.

R.R

MARCHÉ DU PÉTROLE

LE CANADA FACE À L'ILLUSION DE L'AUTOSUFFISANCE PÉTROLIÈRE

Le Canada est souvent présenté comme un pays autosuffisant en matière de pétrole, mais cette idée est trompeuse. Produire beaucoup de pétrole ne signifie pas que son prix est contrôlé localement ni que le pays est à l'abri des secousses du marché mondial.

Par Rihab Taleb

Quotidiennement, le Canada extrait environ cinq millions de barils, alors que sa consommation interne est de moitié moindre. Cela lui permettrait de couvrir ses besoins. Mais la majorité de ce pétrole est exportée vers les États-Unis, et une partie de celui qui circule à l'intérieur du pays transite par des pipelines situés chez les voisins. Par exemple, une conduite qui traverse le Michigan transporte plus de 500 000 barils par jour vers l'Ontario et le Québec. Si elle venait à être fermée, l'approvisionnement de ces provinces serait directement menacé. Ceci prouve que l'autosuffisance ne rime pas avec indépendance.

Le pétrole est une des marchandises les plus mondialisées. Comme le café ou le blé, il est échangé sur les marchés internationaux, où son prix est fixé par des indices comme le Brent ou le WTI. Ces marchés ne dépendent pas



uniquement de la production physique, mais aussi de la spéculation financière : même un pays riche en pétrole reste soumis aux fluctuations mondiales. Il n'existe pas un seul type de brut, mais une diversité de pétroles. Les États-Unis produisent surtout du pétrole léger, mais leurs usines sont conçues pour traiter du brut lourd. Ils doivent donc importer du pétrole canadien ou vénézuélien, tandis que le brut léger est exporté ailleurs vers d'autres pays qui en ont besoin. Les échanges se font en fonction des besoins techniques et des prix les plus avantageux, pas seulement de la proximité géographique. C'est pour cela qu'un pays producteur ne peut

jamais se dire totalement indépendant.

Les événements géopolitiques jouent aussi un rôle important. L'opération russe en Ukraine a déjà fait grimper les prix, et le conflit au Moyen-Orient accentue cette hausse. Les experts, que ce soit l'Agence internationale de l'énergie ou les grandes banques comme Goldman Sachs, estiment que cette envolée pourrait durer jusqu'en 2026. Les promesses politiques de voir les prix se stabiliser rapidement sont jugées très irréalistes. Le marché pétrolier est extrêmement sensible aux tensions internationales, et chaque crise se traduit par une flambée des prix.

Même si le Canada et les États-Unis produisent beaucoup, ils ne peuvent pas échapper à cette loi mondiale.

Au Québec, cette dépendance se traduit par une facture annuelle de dix milliards de dollars pour les produits pétroliers importés. Cela pèse lourdement sur la balance commerciale, qui affichait un déficit de 15 milliards en 2025. Contrairement à d'autres économies comparables, la consommation de pétrole reste élevée, surtout dans le secteur du transport. Cette situation multiplie la vulnérabilité de la province face aux hausses de prix. Elle relance aussi le débat sur la nécessité de réduire la dépendance au pétrole et de diversifier les sources d'énergie. Miser sur l'électrification des transports ou sur les énergies renouvelables est vu comme une solution pour limiter l'impact des fluctuations mondiales.

Le Canada est autosuffisant en termes de production, mais il est loin d'être indépendant. Les prix du pétrole sont imposés par des forces mondiales, influencés par la géopolitique, la spéculation et les caractéristiques techniques du brut. C'est pourquoi, même dans un pays riche en ressources, les consommateurs continuent de subir les hausses établies par le marché international. L'énergie, même produite localement, reste une affaire globale. Pour des provinces comme le Québec, la véritable indépendance ne viendra pas de la quantité de pétrole produite, mais de la capacité à réduire la consommation et à diversifier les sources d'approvisionnement.

R.T

CRISE DE CARBURANT AU MALI DE MAL EN PIS...

Par Nawal Bordji

Depuis septembre 2025, le Mali subit une rupture sans précédent de son alimentation en essence, causée par un barrage des transports de brut imposé par les terroristes du JNIM. À cette pénurie s'ajoute, en février 2026, une explosion des cours mondiaux du pétrole.

Réunis le 1er avril au Palais de Koulouba, les ministres maliens ont validé la mise en place d'une réserve nationale stratégique de produits pétroliers. Présentée comme une réponse de fond à la rupture d'approvisionnement qui touche le pays depuis des lunes, associée à la flambée actuelle des tarifs internationaux des hydrocarbures, cette décision ne peut toutefois, à elle seule, restaurer la stabilité dans le secteur énergétique malien. La volonté de Bamako d'accroître les capacités de stockage vise à offrir au pays une réserve stratégique représentant 45 jours de besoins nationaux pour l'essence, le gazole, le carburant aviation et le gaz butane. Elle intervient dans un pays entièrement dépendant des importations de produits pétroliers. En 2024, le Mali en a importé plus de 2,6 millions de mètres cubes, ainsi que près de 16 000 tonnes de gaz butane. Face à des crises répétées, l'État a jusqu'ici compensé les pénuries par des aides financières coûteuses.

La réserve stratégique entend justement sortir de cette logique d'urgence, en offrant au pays un dispositif d'amortissement face aux chocs externes. Par là, Bamako reprend une pratique déjà employée dans plusieurs nations africaines. Fin mars 2026, le président ghanéen John Dramani Mahama a affirmé que son pays dispose de réserves de carburant pour environ six semaines de consommation, tandis que la Côte d'Ivoire mène depuis plusieurs années une politique d'accroissement de ses propres capacités de stockage.

Depuis septembre 2025, le groupe jihadiste JNIM attaque les convois de camions-citernes transportant le carburant depuis Abidjan ou

Dakar sur les principaux axes d'approvisionnement de ce pays enclavé. Ce blocus a désorganisé l'économie de Bamako, et entraîné des coupures d'électricité, car l'entreprise publique Énergie du Mali dépend à plus de 70 % du pétrole pour sa production. La création d'une réserve pourrait, avec le temps, limiter les conséquences de telles ruptures dans la chaîne logistique. Mais plusieurs raisons incitent à la prudence. La première est conjoncturelle. Depuis le début des frappes américaines et israéliennes en Iran fin février dernier, l'offre mondiale d'hydrocarbures est perturbée et les prix augmentent, le baril de Brent ayant dépassé 105 \$ début avril, ce qui renchérit les importations pour de nombreux pays africains. Le Mali en a répercuté l'impact fin mars, avec une hausse de 13 à 30 % des prix des produits pétroliers. Si ces effets peuvent s'estomper avec le temps, l'autre défi est sécuritaire. L'alimentation en carburants de Bamako repose actuellement sur une trêve négociée avec le JNIM, contre la libération de dizaines de détenus soupçonnés d'être jihadistes. Selon des détails rapportés par plusieurs médias internationaux, mais contestés par les autorités maliennes, cette trêve est valable jusqu'à la fête musulmane de Tabaski, fin mai 2026. Si les attaques devaient reprendre, un stock de 45 jours deviendrait non pas un matelas de sécurité, mais un compte à rebours. La réponse militaire, qui consiste à protéger le transport des camions-citernes, est par ailleurs onéreuse. En attendant des solutions plus pérennes, il faudra observer dans les prochains mois comment cette réserve de carburants influe sur l'approvisionnement malien.

Au-delà de la mesure elle-même, c'est aussi la question de la souveraineté énergétique du pays qui demeure entière. Tant que les voies d'approvisionnement resteront sous la menace terroriste, dans un pays qui ne produit ni ne raffine de pétrole, les réserves ne constitueront qu'un simple filet de sécurité temporaire.

N.B

CROISSANCE CONFIRMÉE MALGRÉ LES CHOCS LE VIETNAM BIENTÔT PARMIS LES GÉANTS

Boostée par l'industrie, le bâtiment et les services, l'économie du Vietnam s'emballe au premier trimestre, malgré les tensions au Proche-Orient qui attisent la flambée des coûts énergétiques.

Le Vietnam prouve sa robustesse. Le pays a connu une hausse de 7,8 % de son PIB au premier trimestre en glissement annuel, en forte hausse comparé aux 7,1 % enregistrés à la même période en 2025, d'après l'Office général des statistiques.

Cette réussite repose sur la bonne santé de la production industrielle, mais aussi sur l'élan de la construction et des prestations de services, stimulés notamment par les festivités du Têt, le Nouvel An vietnamien.

Les autorités se félicitent de « résultats encourageants, dans un environnement d'incertitudes et de défis mondiaux », alors que la guerre au Moyen-Orient continue d'affecter les équilibres économiques.

Le conflit, provoqué par des frappes américano-islamistes contre l'Iran, « a entraîné de fortes variations des prix de l'énergie, perturbé les chaînes logistiques et accru les tensions inflationnistes », précise l'Office général des statistiques.

Dans ce cadre, les tarifs du carburant ont grimpé fortement. Le litre de diesel atteint désormais 44 780 dong (1,47 euro), soit une hausse de plus de 140 % depuis fin février.

Malgré ces pressions, les indicateurs demeurent robustes. Les exportations ont augmenté de 19,1 % sur un an, tandis que les importations ont bondi de 27 %, avec la Chine comme principal partenaire fournisseur.

Le gouvernement veut rassurer sur les réserves énergétiques. « Les stocks nationaux de carburant sont actuellement assez importants pour répondre aux besoins de production et de consommation jusqu'à la fin du mois d'avril », a déclaré Sinh Nhat Tan.

Fort de cette dynamique, le Vietnam ambitionne une croissance d'au moins 10 % en 2026 et affiche sa volonté de rejoindre les pays à revenu intermédiaire d'ici 2030.

N.B

PLAIDOYER POUR UNE ACTION RENFORCÉE CONTRE LES MINES

M. GUTERRES RAPPELLE LES MILLIERS DE VICTIMES CHAQUE ANNÉE

À l'occasion de la Journée internationale pour la sensibilisation au problème des mines et l'assistance à la lutte antimines, le secrétaire général des Nations unies, M. Antonio Guterres, a déclaré samedi dernier que chaque année, ces mines antipersonnel font des milliers de morts, sans compter les blessés, et qu'elles entraînent des impacts sanitaires négatifs graves à long terme.

Par Ikram Haou

Selon M. Guterres, les mines terrestres, les restes explosifs de guerre et les engins explosifs improvisés causent des ravages parmi les civils, en particulier les enfants. Il a ajouté qu'il est nécessaire de déployer des efforts et d'élargir les capacités de lutte contre les mines antipersonnel, et a souligné l'importance de la lutte antimines dans les pays où la paix est fragile, lorsqu'une aide humanitaire est déployée en urgence ou quand le développement peine à se concrétiser.

Par ailleurs, M. Guterres a appelé les États membres à adopter et à signer les instruments établis à cette fin, notamment la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, et il a incité ceux qui s'en sont retirés à y adhérer de nouveau. Il a noté que sans la préservation de ces instruments essentiels, la protection des civils rencontrera des difficultés pour sauver les innocents et innocents en danger, dont le nombre atteint déjà 100 millions. Selon lui, il est impératif d'éliminer



la menace et les dangers de ces armes. Toutes ces démarches, a expliqué M. Guterres, visent à préserver l'être humain, notamment les populations du monde entier, afin

qu'elles puissent vivre en plus grande sécurité. Rappelons que la Journée internationale pour la sensibilisation au problème des mines et l'assistance à la lutte antimines

se déroule cette année sous le thème : « Investir dans la paix, investir dans la lutte antimines ».

I.H

MENACE PERSISTANTE DES MINES EN RD CONGO

357 ZONES CONTAMINÉES RECENSÉES PAR L'ONU, PRINCIPALEMENT DANS L'EST DU PAYS

Dans le cadre des efforts déployés par l'ONU pour la lutte antimines dans plusieurs pays, le service spécialisé de l'organisation (UNMAS) a mené des actions en République démocratique du Congo (RDC). Il a ainsi recensé 357 zones contaminées par des mines antipersonnel. À l'occasion de la Journée internationale de sensibilisation à la lutte antimines, célébrée le 4 avril de chaque année, l'UNMAS a déclaré que les mines antipersonnel et les restes explosifs de guerre constituent une grave menace pour les populations civiles en Ituri (RDC). Ils génèrent une insécurité durable, limitent l'accès aux terres agricoles et aux infrastructures, et freinent le retour des personnes déplacées.

Le nombre total des zones contaminées en raison

des guerres successives reste préoccupant en RDC, avec 357 zones, principalement dans l'Est du pays, en raison de l'activisme des groupes armés affrontant les forces armées congolaises (FARDC). La découverte d'engins explosifs est devenue fréquente en RDC, plus précisément en Ituri, dans les territoires de Djugu et d'Irumu. Selon des sources sécuritaires, environ 25 engins ont déjà été neutralisés depuis le début de l'année 2026.

D'autres engins restent toutefois présents dans des zones difficiles d'accès en raison des opérations militaires en cours, notamment à Jiba, Fataki et Bule. Leur destruction est attendue par les équipes du Service de lutte antimines des Nations unies et leurs partenaires. L'UNMAS a rappelé que ces engins

continuent de menacer la sécurité des populations, entravant l'accès aux terres agricoles et aux infrastructures, et ralentissant le retour des déplacés. Face à cette situation, les Nations unies intensifient les actions de sensibilisation pour alerter les communautés sur les dangers liés à ces explosifs.

L'accent a également été mis sur la prévention, la réduction des risques et le renforcement de la prise en charge nationale. L'UNMAS a expliqué qu'investir dans la lutte antimines, c'est protéger les civils, favoriser la reconstruction et contribuer à une paix durable, a-t-on indiqué.

I.H

CAMEROUN

TROIS MORTS DANS UNE ATTAQUE DE BOKO HARAM DANS L'EXTRÊME-NORD

Au moins trois personnes ont été tuées samedi soir dans une attaque attribuée au groupe terroriste Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun, selon des sources sécuritaires locales. L'attaque s'est produite autour de 22h30 dans la localité d'Assigashia, située dans l'arrondissement de Mayo-Moskoto du département du Mayo-Tsanaga, lorsque des assaillants armés ont pris pour cible cette localité frontalière, ont indiqué des sources locales. Le bilan provisoire fait état de deux gendarmes appartenant à la

brigade de gendarmerie locale tués lors de l'assaut. Un civil a également trouvé la mort, brûlé vif dans l'incendie provoqué par les terroristes, qui ont mis le feu à plusieurs habitations.

La région de l'Extrême-Nord du Cameroun reste régulièrement la cible d'incursions de Boko Haram, malgré les opérations militaires menées par l'armée camerounaise et ses partenaires de la Force multinationale mixte (FMM) dans le bassin du lac Tchad.

RI

LES CRIMES ODIEUX DES SIONISTES

350 ENFANTS CROUPISSENT DANS LES PRISONS

Au total 350 enfants palestiniens croupissent dans les geôles de l'entité sioniste, depuis le début de l'agression contre la bande de Gaza, le 7 octobre 2023, a rapporté dimanche l'agence de presse Wafa, reprenant les statistiques des organisations palestiniennes en charge du suivi de l'affaire des détenus. Dans un rapport publié dimanche, à l'occasion de la Journée des enfants palestiniens, la Commission pour les affaires des prisonniers et le Club des prisonniers palestiniens, ainsi que la Fondation Addameer pour la prise en charge des prisonniers et les droits de l'Homme, ont indiqué qu'"il y a aujourd'hui dans les prisons d'occupation environ 350 enfants palestiniens". Notant que l'enfance palestinienne n'était jamais hors du

champ du ciblage, mais était plutôt placé au cœur des politiques d'oppression et de contrôle comme objectif direct, les organisations palestiniennes ont relevé que "l'arrestation d'enfants palestiniens n'est pas un cas exceptionnel ou le résultat de circonstances d'urgence, mais plutôt une politique systématique et profondément enracinée qui s'est poursuivie au fil des ans, reflétant une volonté claire de soumettre toute une génération grâce aux outils de la répression organisée". Elles ont affirmé, à ce sujet, que "depuis le début de l'agression génocidaire, les autorités d'occupation ont arrêté, dans le cadre d'une vaste campagne ciblant les enfants, 1.700 en Cisjordanie occupée".

RI

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

LE PAYS S'APPRÊTE À RECEVOIR DES RESSORTISSANTS DE PAYS TIERS, REFOULÉS DES ETATS-UNIS

Il s'agit d'une initiative faisant partie d'un nouvel accord conclu avec l'administration Trump.

C'est un communiqué du gouvernement de Congolais qui a fait l'annonce hier dimanche, sans toutefois préciser le nombre de personnes à accueillir. Kinshasa ajoute que ce plan serait entièrement financé par Washington, sans aucune charge financière pour le Congo.

Selon Reuters, le gouvernement a également indiqué que des installations avaient déjà été mises en place près de la capitale, Kinshasa, pour accueillir les personnes expulsées.

Cet accord intervient alors que les États-Unis étendent leur réseau d'expulsion vers l'Afrique.

La RD Congo devient ainsi le dernier pays africain en date à être entraîné dans le recours croissant de la Maison Blanche aux « expulsions vers d'autres pays », une politique qui ne tient pas forcément compte des pays d'origine des migrants expulsés.

Le Congo était en pourparlers avec l'administration Trump au

sujet d'un tel accord, des discussions également évoquées par des sources onusiennes et des diplomates informés par des responsables américains. À ce stade, des détails essentiels, notamment le nombre de migrants, leurs nationalités et le calendrier, n'avaient pas encore été finalisés. Les États-Unis ont déjà envoyé des personnes expulsées vers des pays tiers dans plusieurs pays africains, dont le Ghana, le Cameroun, la Guinée équatoriale et l'Esuatini, selon Reuters. Il s'agit d'une initiative faisant partie d'un nouvel accord conclu avec l'administration Trump.

C'est une communiqué du gouvernement de congolais qui a fait l'annonce dimanche, sans toutefois préciser le nombre de personnes à accueillir. Kinshasa ajoute que ce plan serait entièrement financé par Washington, sans aucune charge financière pour le Congo.

Selon Reuters, le gouvernement a également indiqué que des installations avaient déjà été mises en place près de la capitale, Kinshasa, pour accueillir les personnes expulsées.

Cet accord intervient alors que les États-Unis étendent leur réseau d'expulsion vers l'Afrique.

La RD Congo devient ainsi le dernier pays africain en date à être entraîné dans le recours croissant de la Maison Blanche aux « expulsions vers d'autres pays », une politique en vertu de laquelle les migrants ne tiennent pas forcément compte des pays d'origine des migrants expulsés.

Le Congo était en pourparlers avec l'administration Trump au sujet d'un tel accord, des discussions également évoquées par des sources onusiennes et des diplomates informés par des responsables américains. À ce stade, des détails essentiels, notamment le nombre de migrants, leurs nationalités et le calendrier, n'avaient pas encore été finalisés.

Les États-Unis ont déjà envoyé des personnes expulsées vers des pays tiers dans plusieurs pays africains, dont le Ghana, le Cameroun, la Guinée équatoriale et l'Esuatini, selon Reuters.

RI

MUTATIONS DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

LA 2G VIT SES DERNIERS INSTANTS

Le paysage des télécommunications entame une mutation historique. Certains opérateurs ont lancé le processus de désactivation progressive de la 2G, pilier de la téléphonie mobile depuis plus de trois décennies. Si cette transition promet une modernisation des infrastructures, elle place des millions d'utilisateurs et d'industriels au pied du mur.

Par Yakout Abina

La 2G, lancée au début des années 1990, a marqué une étape décisive dans l'histoire des télécommunications. Elle a permis la numérisation des appels vocaux et l'apparition des SMS, transformant durablement nos modes de communication. Pourtant, trente-quatre ans plus tard, cette technologie est en voie de désactivation. Partout dans le monde, les opérateurs annoncent la fermeture progressive de leurs réseaux 2G afin de libérer des fréquences et de concentrer leurs investissements sur la 4G et la 5G.

Au-delà de la nostalgie du fameux « tacatac-tacatac » et des grésillements annonçant un appel, cette extinction soulève des inquiétudes. Plusieurs organisations alertent sur les conséquences sociales et économiques de l'abandon de ces technologies, encore utilisées par certains équipements industriels, agricoles ou médicaux.

La décision d'éteindre les réseaux 2G suscite des réactions contrastées. Pour certains, il s'agit d'un véritable scandale, symbole d'une obsolescence programmée, tandis que d'autres y voient au contraire une étape nécessaire vers la modernisation des infrastructures télécoms.

La désactivation de la 2G suit des calendriers différents selon les régions. En Europe, plusieurs pays comme la Suisse, l'Allemagne ou les Pays-Bas ont déjà éteint leurs réseaux 2G ou planifié leur fermeture d'ici la fin 2026. En Asie, Singapour et la Corée du Sud ont abandonné la 2G depuis plusieurs années, tandis que d'autres nations poursuivent une transition progressive. En Amérique du Nord, aux États-Unis, AT&T et T-Mobile ont déjà désactivé la 2G, et la 3G est également en cours de retrait.



En Afrique, la 2G reste encore largement utilisée, notamment pour des raisons de couverture et de coût, mais la migration vers la 4G s'accélère. Cette diversité reflète les disparités économiques et technologiques entre les continents. Dans les pays développés, où la majorité des utilisateurs disposent de smartphones récents, la 2G est devenue superflue. Dans les régions où l'accès au numérique reste limité, elle demeure un outil essentiel pour garantir une connectivité minimale.

Dans le monde, on compte aujourd'hui plus de 31 milliards d'objets connectés, et ce chiffre ne cesse de croître à un rythme soutenu. Cette explosion de l'Internet des objets illustre la transformation profonde de nos sociétés, où la connectivité devient un pilier central de l'économie, de la santé, de l'industrie et du quotidien. Les capteurs, montres intelligentes, véhicules connectés ou encore systèmes domotiques participent à une révolution numérique qui s'accélère d'année en année.

La fermeture de la 2G répond à plusieurs enjeux. Sur le plan technique, elle est devenue obsolète et ne permet pas l'accès à l'Internet mobile moderne. Sur le plan sécuritaire, les communications 2G sont vulnérables aux interceptions et

aux piratages. Sur le plan économique, les fréquences libérées sont réaffectées à la 4G et à la 5G, plus performantes et plus rentables. Enfin, sur le plan énergétique, les réseaux récents consomment moins d'énergie pour un service plus riche.

La fin de la 2G aura des impacts concrets. Pour les particuliers, les téléphones anciens, souvent utilisés par les populations à faibles revenus ou dans les zones rurales, ne pourront plus passer d'appels ni envoyer de SMS. Pour les entreprises, de nombreux objets connectés comme les capteurs industriels, les systèmes d'alarme ou les terminaux de paiement reposent encore sur la 2G. Leur mise à jour ou remplacement représente un coût non négligeable. Dans les zones rurales, la 2G reste parfois le seul réseau disponible. Les opérateurs promettent que la 4G et la 5G prendront le relais, mais la transition doit être soigneusement planifiée pour éviter une fracture numérique. La désactivation de la 2G illustre la tension entre modernisation et inclusion numérique. Elle permet de concentrer les investissements sur des réseaux plus rapides et sécurisés, mais elle risque de pénaliser les populations qui n'ont pas les moyens de renouveler leurs équipements. Elle ouvre

la voie à de nouveaux usages, notamment dans l'Internet des objets et les services connectés, mais elle pose aussi la question de l'accessibilité universelle.

La fin de la 2G est une étape incontournable dans l'évolution des télécommunications. Elle marque le passage d'une ère pionnière à une ère de connectivité avancée, où la 4G et la 5G deviennent les standards. Mais cette transition doit être accompagnée pour éviter que certaines populations ou entreprises ne soient laissées de côté. La désactivation progressive de la 2G n'est pas seulement une question technique : c'est un enjeu social, économique et politique qui révèle les inégalités d'accès au numérique à l'échelle mondiale.

Rappelons enfin pour les utilisateurs de mobiles que cela ne concerne que des téléphones qui datent forcément d'avant 2012 ou 2013. Pour les modèles ultérieurs, et notamment ceux d'il y a maintenant dix ans, la compatibilité 4G est forcément acquise. Cela signifie que les mobiles concernés par la coupure de la 2G sont très anciens, certainement poussés au bout, et s'il s'agit de Smartphones, ils ne sont plus du tout sécurisés faute de mises à jour depuis des années.

Y.A

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

NOUVELLE OFFENSIVE DE GOOGLE

Par Salim Nait Ouguelmim

Google propose désormais quatre IA open source avec Gemma 4, chacune offrant des capacités distinctes. La firme américaine se pose ainsi en rival sérieux face à des acteurs chinois majeurs tels que DeepSeek et Qwen (Alibaba). Un coup retentissant vient d'être réalisé par Google dans le domaine de l'IA grâce à la présentation de Gemma 4. À noter : ce ne sont pas une, mais bien quatre IA dévoilées en vidéo par Olivier Lacombe, ingénieur logiciel français chez Google DeepMind.

Sous licence Apache 2.0 et fondée sur l'architecture de Gemini 3, Gemma 4 existe en quatre versions : Gemma 4 E2B (léger, rapide, adapté aux smartphones), Gemma 4 E4B (pour smartphones mais avec un raisonnement plus poussé et des tâches alourdies), Gemma 4 26B (pour ordinateurs portables grâce à ses performances accrues), et Gemma 4 31B Dense (le modèle le plus lourd et puissant,

destiné aux stations de travail et serveurs).

Chacun de ces modèles répond donc à des exigences de performance variées, que ce soit sur mobile, portable ou bureau.

Un modèle open source

La différence essentielle entre Gemma 4 et Gemini 3 tient à son ouverture. Concrètement, sous licence Apache 2.0, les modèles Gemma 4 peuvent être téléchargés localement, modifiés, voire commercialisés. Autrement dit, ils sont accessibles aux développeurs. Dès lors, ce caractère open source permet aux utilisateurs d'un des quatre modèles d'optimiser leurs outils et de gagner nettement en confidentialité, puisque chacun peut fonctionner hors ligne. Pour Google, Gemma 4 constitue un gage de transparence envers son écosystème, mais surtout, elle place l'entreprise américaine en concurrent direct de certains géants chinois ayant proposé leurs IA (partiellement) en open source, comme DeepSeek ou Qwen (Alibaba). En effet, les modèles Gemma 4 rivalisent avec, voire dépassent, certains mo-

dèles de DeepSeek et Qwen.

Des performances impressionnantes

Les caractéristiques de Gemma 4 dévoilées par Google impressionnent : entraînement sur plus de 140 langues, fenêtre de contexte allant jusqu'à 128 K ou 256 K (selon le modèle), fonctions natives pour le déploiement d'agents autonomes, génération de code hors ligne, mode de raisonnement intégré permettant une réflexion pas à pas avant réponse, et support multimodal natif (texte, vidéos, photos, etc.).

Comme l'indique le graphique ci-dessous, le modèle 31B, le plus puissant de la famille Gemma 4, se classe troisième parmi les modèles ouverts au benchmark Arena AI. Il rivalise ainsi avec Qwen 3.5-397B-A17B et dépasse Deepseek-v3.2-exp-thinking. Avec Gemma 4, Google répond donc aux progrès spectaculaires de la Chine en matière d'IA open source, tout en consolidant sa position de leader du secteur.

S.N.O

DÉCHETS TECHNOLOGIQUES MONDIAUX

LE GRAND EXODE DES MACHINES MORTES

Alors que certains pays d'Europe désactivent définitivement la 2G puis la 3G pour passer à la 5G, des millions d'appareils encore fonctionnels deviennent obsolètes. Téléphones, voitures, réfrigérateurs, alarmes, compteurs, ascenseurs, out ! Où finissent ces machines « mortes » ? Derrière l'argument écologique se cache une réalité plus sombre : l'exportation massive des déchets technologiques vers les pays du Sud.

Par Chaimaa Sadou

Les cimetières silencieux de la transition numérique

Le 1er avril 2026, sans bruit ni fanfare, les premiers émetteurs 2G ont été débranchés en Europe. D'ici décembre, ce sera total. La 3G suivra d'ici deux ans. L'objectif affiché est vertueux : économiser de l'énergie, libérer des fréquences pour la 4G et la 5G, et sécuriser les communications. Sur le papier, c'est un progrès. Dans les faits, cette transition laisse derrière elle un champ de ruines silencieux. Des millions d'appareils ne pourront plus jamais se connecter à un réseau mobile. Ils deviennent, du jour au lendemain, des « machines mortes ».

Mais que deviennent ces objets ? Sont-ils recyclés proprement en Europe ? Jetés à la décharge ? Réparés ailleurs ? La réponse est plus complexe qu'il n'y paraît : l'immense majorité quitte l'Europe pour l'Afrique, l'Asie du Sud-Est ou l'Amérique latine, où elle finit sa vie dans des cimetières à ciel ouvert.

Ce que l'on jette vraiment : chiffres précis et fiables

Selon des données statistiques, correspondant à fin 2025 :

1,42 million de téléphones mobiles et tablettes fonctionnent encore exclusivement sur le réseau 2G.

98 000 appareils supplémentaires sont concernés par la future extinction de la 3G en 2028 (chiffre appelé à baisser d'ici là).

99 000 objets du quotidien (ascenseurs, alarmes, compteurs, bornes) tournent uniquement sous 2G.

1,82 million d'équipements similaires utilisent la 3G.

Soit un total d'environ 2,41 millions de cartes SIM directement menacées à court terme. Ces statistiques précisent toutefois que ce chiffre n'inclut pas les véhicules équipés de télématique 2G/3G (GPS, appels d'urgence, diagnostics à distance), ni certains appareils médicaux ou industriels. La réalité est donc plus élevée.

Certaines organisations avancent le chiffre de 12 millions d'équipements concernés. Ce nombre inclut des objets qui peuvent être adaptés avec un routeur 4G/5G. Il est donc surestimé pour la « mort immédiate », mais il a le mérite de montrer l'ampleur du phénomène.

Ce qui est certain : des millions d'appareils physiquement fonctionnels deviennent inutilisables. Et ils ne disparaissent pas par magie.

La destination principale : l'Afrique, devenue une destination majeure des déchets technologiques

Contrairement aux idées reçues, très peu de ces appareils sont recyclés en Europe. Les filières légales de recyclage des déchets électroniques (DEEE) ne traitent qu'une infime partie du gisement. Le reste est exporté sous différentes étiquettes : « don humanitaire », « matériel d'occasion », « pièces détachées », « réemploi solidaire ».



L'Afrique est devenue la première destination mondiale de ces flux. Pas parce que une forte demande en équipements à bas coût existe, mais parce que les filières légales de recyclage y sont quasi absentes, les contrôles douaniers faibles, et la demande en équipements bon marché énorme.

Agbogbloshie (Ghana) : l'enfer à ciel ouvert

Le site le plus emblématique est Agbogbloshie, à Accra, au Ghana. Pendant des années, il a été considéré comme la plus grande décharge de déchets électroniques du monde. Sur quelques kilomètres carrés, des milliers de jeunes hommes et femmes brûlent des câbles, des cartes mères et des plastiques pour en extraire le cuivre, l'aluminium, l'or et l'argent.

Les fumées sont noires, âcres, toxiques. Elles contiennent du plomb, du mercure, du cadmium et des bromures issus des ignifugeants. Ces substances contaminent l'air, le sol, les eaux de surface et les nappes phréatiques. Les travailleurs n'ont ni masques, ni gants, ni autres protections.

Les téléphones 2G et 3G venus d'Europe représentent une part importante de ces montagnes de déchets. Certains arrivaient encore en état de marche, mais faute de réseau 2G local de qualité, ou par manque de pièces détachées, ils finissent brûlés.

Autres sites en Afrique de l'Ouest

Cotonou (Bénin) : énorme marché informel de tri et de revente. Des milliers de téléphones, ordinateurs et appareils électroménagers y transitent vers le Nigéria, le Niger ou le Tchad. Ce qui ne se vend pas finit dans des décharges à ciel ouvert.

Lagos (Nigéria) : l'un des plus grands importateurs de matériel électronique d'occasion au monde. Les quartiers d'Ikeja et d'Alaba sont couverts de tas de téléphones et d'ordinateurs. Les enfants y jouent sur des cartes mères.

Les voitures « 2G » : des épaves roulantes

Le problème ne se limite pas aux téléphones. Les voitures modernes embarquent des systèmes communicants : GPS, eCall (appel d'urgence), diagnostic à distance, commandes vocales, etc. Beaucoup de ces systèmes fonctionnent encore en 2G ou 3G.

Quand ces réseaux disparaissent en Europe, la voiture perd ses fonc-

tions connectées. Mais elle roule toujours. Plutôt que de les recycler, les filières européennes les exportent massivement vers l'Afrique.

Lomé (Togo) : la porte d'entrée des épaves

Le port de Lomé est l'un des principaux points d'entrée des véhicules d'occasion venant d'Europe, notamment de Suisse, de France et de Belgique. Des milliers de voitures — parfois très âgées, souvent recalées au contrôle technique — y débarquent chaque mois.

Elles sont vendues sur des parkings gigantesques à ciel ouvert. Celles qui ne trouvent pas preneur finissent dans des casses informelles, où on leur retire les pièces encore utiles. Le reste, y compris les cartes électroniques 2G/3G inutilisables, reste sur place, rouille et pollue.

Cotonou (Bénin) : une plateforme logistique vers l'intérieur

De Cotonou, les voitures repartent vers le Nigéria, le Niger, le Burkina Faso ou le Mali. Les transporteurs appellent ces véhicules des « voitures-poubelles » : elles servent parfois de conteneurs pour acheminer pneus usagés, vieux frigos ou téléviseurs cathodiques. Une fois vidées, elles sont abandonnées.

Existe-t-il des marchés de l'occasion dans les pays sans 4G/5G ?

Dans les pays où la 4G et la 5G ne sont pas encore déployées (certaines zones d'Afrique subsaharienne, d'Asie du Sud-Est comme le Laos ou le Myanmar, des régions d'Amérique latine comme certaines parties de la Bolivie ou du Paraguay), la 2G et la 3G restent majoritaires.

Il existe donc un commerce actif de téléphones d'occasion 2G/3G et de voitures anciennes sans connectivité moderne. À Ouagadougou (Burkina Faso), à Antananarivo (Madagascar), à Phnom Penh (Cambodge) ou à La Paz (Bolivie), on trouve encore des Nokia 3310 reconditionnés, des BlackBerry ou les premiers smartphones Samsung 3G.

Ce marché permet à des millions de personnes d'accéder à la communication pour quelques dollars. C'est son côté vertueux.

Mais il a un coût énorme

Les appareils importés sont souvent déjà en fin de vie. Ils tombent

en panne au bout de quelques mois.

Il n'existe pas de filière de recyclage locale. Ils finissent dans des décharges sauvages.

Les réparateurs locaux manquent de pièces détachées. Ils achètent des lots de « phones morts » venus d'Europe pour en extraire des composants.

Ainsi, l'Europe se débarrasse de ses obsolètes, l'Afrique les utilise quelques mois, puis les enterre.

Chiffres clés et tendances lourdes

D'ici 2030 : l'Afrique pourrait générer 72 millions de tonnes de déchets électroniques par an (source : Global E-waste Monitor 2024).

Moins de 1 % de ces déchets sont recyclés sur le continent.

La Convention de Bâle (1989) interdit l'exportation de déchets dangereux vers les pays pauvres. Mais les cargaisons sont déclarées comme « matériel d'occasion » ou « dons ». Les contrôles sont quasi inexistantes.

Pourquoi ne pas avoir anticipé ?

Certains acteurs économiques (fabricants d'ascenseurs, d'alarmes, équipementiers auto) savaient depuis des années que la 2G et la 3G allaient disparaître. Pourtant, beaucoup n'ont rien fait. Pourquoi ?

Coût de la mise à jour : remplacer des millions de modules 2G par des modules 4G/5G coûte cher.

Stratégie commerciale : forcer le renouvellement des équipements.

Absence de régulation contraignante : aucune loi n'obligeait à anticiper. Résultat : ce sont les consommateurs et les pays du Sud qui paient l'addition.

Une transition à double visage

L'extinction de la 2G et de la 3G est techniquement justifiée : économies d'énergie (environ 40 % d'électricité en moins sur un site mixte), libération de fréquences, meilleure sécurité des communications (contrairement à la 2G qui peut être écoutée facilement).

Mais en l'absence d'une filière mondiale de recyclage et d'un véritable encadrement des exportations, cette transition se fait au détriment des pays les plus pauvres. Derrière chaque téléphone « mort » en France se cache une fumée toxique à Accra, une épave rouillée à Lomé ou un enfant malade à Cotonou.

PATRIMOINE VESTIMENTAIRE

UN COLLOQUE NATIONAL SUR LE COSTUME FÉMININ DANS L'OUEST ALGÉRIEN

« Le costume féminin dans l'Ouest algérien : la Blousa entre héritage et transformations contemporaines » sera au centre d'un colloque national prévu mardi prochain à Tlemcen. Cette rencontre est organisée par le Centre d'interprétation à caractère muséal du costume traditionnel algérien et des pratiques populaires, dans le cadre de la célébration des fêtes et des événements islamiques, ont indiqué dimanche les organisateurs.

Par Saïd Slimani

Cet événement, qui rassemblera des universitaires, des chercheurs ainsi que des artisans, a pour objectif de mieux faire connaître la Blousa en tant que symbole culturel et social majeur de l'Ouest algérien. Il vise également à mettre en évidence son importance dans la préservation de l'identité nationale, tout en contribuant à la documentation de ce patrimoine à travers des travaux



scientifiques et des études académiques portant sur ses dimensions historiques, esthétiques et sociales, consolidant ainsi son statut de patrimoine à la fois matériel et immatériel.

Par ailleurs, cette manifestation entend souligner la portée économique et sociale de la confection de la Blousa, en apportant un appui aux artisans et en valorisant leur rôle dans la sauvegarde de ce savoir-faire tra-

ditionnel, tout en mettant en avant sa contribution au développement local. Elle offrira également un cadre d'échange et de concertation entre chercheurs, enseignants, institutions et associations culturelles, afin de renforcer les collaborations et d'améliorer les dispositifs de préservation de ce patrimoine.

À cette occasion, plusieurs conférences sont programmées, notam-

ment « Le patrimoine algérien, mosaïque de civilisations et de cultures : la Blousa de l'Ouest algérien, étude patrimoniale », « Les origines historiques de la Blousa », « La Blousa comme reflet de l'identité culturelle », « L'artisanat et l'économie créative » ainsi que « La Blousa entre authenticité, innovation et numérisation ». Ce colloque s'inscrit dans le cadre des efforts nationaux, en adéquation avec les orientations du ministère de la Culture et des Arts, visant à renforcer la sensibilisation à la valeur du patrimoine culturel et à son rôle dans la sauvegarde de l'identité nationale, tout en soutenant le développement culturel et social. Il ambitionne également de consacrer la Blousa comme un emblème artistique et culturel traduisant l'authenticité et l'esprit de la société de l'Ouest algérien, selon la fiche technique de l'événement. Il convient de rappeler que le ministère de la Culture et des Arts a récemment soumis un dossier intitulé « L'art de la Blousa et ses ornements dans le Grand Ouest algérien : savoirs, savoir-faire et rituels » auprès de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), en vue de son inscription sur la liste du patrimoine mondial.

S.S

COOPÉRATION UNIVERSITAIRE

L'USTHB SIGNE UN ACCORD DE COOPÉRATION AVEC L'UNIVERSITÉ HONGROISE SZEGED

L'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediene (USTHB) et l'Université de Szeged (Hongrie) ont signé un accord de coopération visant à encourager la mobilité des étudiants et des enseignants et à développer des projets de recherche conjoints, indique dimanche un communiqué de l'USTHB.

La cérémonie de signature s'est déroulée à Budapest lors d'une mission académique à la République de Hongrie, conduite par le recteur de l'université, Djamel Eddine Akretche en fin de semaine dernière, et ce dans le cadre de la stratégie de l'USTHB visant à "élargir les horizons de la coopération internationale et à renforcer sa présence sur la scène académique internationale".

Cette visite s'inscrit également dans le cadre de "la dynamique continue de l'université visant à développer des partenariats de qualité avec des établissements universitaires prestigieux, permettant ainsi l'échange d'expertises et l'adaptation aux transformations rapides dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

à l'échelle mondiale". L'accord conclu avec l'Université de Szeged vise à "établir un cadre institutionnel intégré de coopération dans les domaines de la formation et de la recherche scientifique, tout en encourageant la mobilité des étudiants et des enseignants et le développement de projets de recherche conjoints d'intérêt mutuel".

Au menu de cette visite, "ont figuré des rencontres institutionnelles avec l'Université de technologie et d'économie de Budapest", au cours desquelles les entretiens ont porté sur les voies et moyens de "renforcer la coopération dans des domaines à forte valeur ajoutée, notamment les technologies pharmaceutiques, outre les spécialités relatives aux technologies de pointe, ainsi que les sciences fondamentales et appliquées, à même de répondre aux exigences du développement et de l'innovation". La délégation de l'USTHB a également tenu une série de rencontres avec les responsables des établissements partenaires, ayant abouti à "l'exploration de perspectives prometteuses de coopération, dont le lancement de pro-

grammes de co-encadrement de thèses et l'activation des projets de jumelage et le double diplôme, à même de contribuer à rehausser la qualité de la formation".

Dans le même cadre, le recteur de l'USTHB a présenté un exposé exhaustif sur les offres de formation dispensées par l'université, ainsi que ses projets structurants, tout en projetant la lumière sur le programme "Study in Algeria" qui vise à "drainer les étudiants internationaux et à assurer un environnement d'enseignement et de recherches attractif favorisant l'excellence et la créativité". Cette mission académique reflète la volonté de l'USTHB "de s'intégrer efficacement au sein d'un réseau académique international dynamique et de renforcer son positionnement, en tant qu'établissement de référence dans les domaines de la formation et de la recherche scientifique, tout en contribuant à la promotion de l'image de l'Algérie, en tant que destination d'études privilégiée au double plan national et international", conclut la même source.

R.S

MOSQUÉE-PÔLE DE BOUARFA

LES TRAVAUX AVANCENT BIEN

Le projet de la mosquée-pôle de la commune de Bouarfa (wilaya de Blida), enregistre un taux d'avancement estimé à 60%, a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la wilaya.

La même source a ajouté que dans le cadre du suivi assuré par le wali Djamel Eddine Hashas, au projet de réalisation de la mosquée-pôle de Bouarfa, réévalué en 2026 pour un montant de 667 millions DA, le responsable a constaté une cadence de travaux ayant atteint un taux d'avancement de 60%.

Lors de sa visite du chantier, le wali a insisté sur la nécessité d'accélérer le rythme des travaux et de respecter les délais contractuels, en vue de la réception du projet dans les plus brefs délais, au regard de l'importance du projet en tant qu'infrastructure à vocation religieuse et de sa dotation de toutes

les commodités et structures nécessaires. Cet édifice religieux, qui sera le plus grand de la wilaya en termes de superficie, est implanté sur une assiette de 9.500 m² et pourra accueillir 11.000 fidèles (7.000 hommes et 4.000 femmes). Il comprend également plusieurs structures annexes, dont une salle de conférences d'une capacité de 150 places.

Le projet, doté d'un minaret de plus de 50 mètres de hauteur, englobe aussi une école coranique réalisée sur une superficie de 1.500 m² et comportant huit (8) salles de classe, ainsi qu'une salle polyvalente, une bibliothèque, un restaurant et une résidence pour étudiants d'une capacité de 40 lits. A cela s'ajoutent sept (7) logements de fonction, un parking de 300 places, des espaces d'ablutions et d'autres équipements.

R.S

HADJ 2026

CAMPAGNE DE SENSIBILISATION AU PROFIT DES FUTURS PÈLERINS

Une campagne de sensibilisation dédiée à l'accomplissement des rites du hadj pour la saison 1447H/2026 a été lancée au niveau des mosquées centrales des différentes communes de la wilaya de Blida, a-t-on appris dimanche auprès de la Direction des affaires religieuses et des wakfs.

Selon le directeur du secteur, Mourad Brahim Ibrahim, des sessions de formation ont été récemment lancées afin d'accompagner les futurs pèlerins et de leur permettre d'accomplir ce pilier dans les meilleures conditions.

Il a ajouté que ces formations, organisées chaque samedi et mardi à partir de 9h00 dans les mosquées centrales des 10 daïras de la wilaya, sont encadrées par des imams et formateurs spécialisés, chargés d'expliquer les rites et de fournir toutes les informations nécessaires.

La campagne vise à détailler les différentes étapes du hadj, de l'Ihram au Tawaf et au Sa'i, jusqu'à la station de Arafat et la lapidation des stèles (Djamarat), avec un accent sur les aspects organisationnels et sanitaires.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts continus de la Direction pour assurer un encadrement religieux adéquat et une sensibilisation globale des pèlerins, contribuant ainsi à éviter les erreurs courantes et à renforcer leur conscience religieuse.

Le même responsable a appelé l'ensemble des pèlerins concernés à rejoindre ces sessions de formation et à en tirer profit, au regard de leur importance dans la bonne préparation de ce voyage spirituel.

R.S

CINÉMA/PROJECTION EN AVANT-PREMIÈRE

HADDA OU L'HOMMAGE AUX INFIRMIÈRES DE NOTRE GLORIEUSE RÉVOLUTION

Le long métrage de fiction réalisé par le cinéaste Ahmed Riad a été projeté en avant-première samedi soir à la salle Ibn Zeydoun, à Alger, devant un public nombreux.

Par Malika Azeb

Le film, d'une durée de 76 minutes, produit par Tayda Films, rend hommage aux infirmières durant la guerre de libération nationale (1954-1962), opérant souvent dans l'ombre.

Accueilli à la salle Ibn Zeydoun, ce long métrage de 76 minutes, produit par « Tayda Films » avec le soutien du ministère de la Culture et des Arts, rend hommage au combat des femmes infirmières-héroïnes, opérant souvent dans l'ombre durant la guerre de libération (1954-1962).

L'histoire du film, tirée d'un récit-témoignage intitulé « Six ans au maquis » (1956-1962), d'une survivante de la première promotion d'infirmières ayant rejoint le maquis, Yamina Cherrad Bennaceur, et dont le scénario a été écrit par Hayat Younsi, est interprétée par une pléiade d'artistes, à l'image de Louiza Nehar, Hamza Hamoudi,



Hamid Mesbah et Lydia Larini, qui a interprété le rôle principal en la personne de Hadda.

Les actions du film se déroulent au cœur des montagnes, où Hadda

a choisi d'élire domicile dans une cabane abandonnée, transformée en refuge pour accueillir les moudjahidines blessés et les soigner. En plus des soins, Hadda donne égale-

ment des cours de secourisme aux jeunes femmes et assure la liaison entre les villages et les fronts de combat. Toutefois, cet équilibre déjà fragile est menacé par l'arrivée d'un officier français.

Le réalisateur Ahmed Riad a indiqué que le film « Hadda » est son premier long métrage. Il mise sur une approche artistique divertissante qui retrace, à travers le cinéma, des faits marquants de l'histoire de l'Algérie, par une fiction historique brillamment servie par des acteurs talentueux.

À savoir que cette production a été primée lors du 12e Festival international du film d'Alger, tenu du 4 au 10 décembre 2025.

Selon Ahmed Riad, le film sera projeté dans différentes salles en Algérie à partir du 10 avril prochain.

À la fin de la projection, la cheffe de cabinet du ministère de la Culture et des Arts, Mme Ayaichia Nacira, représentant la ministre de la Culture et des Arts, a rendu un vibrant hommage à la moudjahida Yamina Cherrad Bennaceur, âgée de 90 ans, présente à la projection en avant-première du film, qui retrace son parcours d'infirmière durant la guerre de libération nationale.

M.A

POUR L'HISTOIRE

77E ANNIVERSAIRE DE L'ATTAQUE DU BUREAU DE POSTE D'ORAN

La ville d'Oran a commémoré, hier dimanche, le 77e anniversaire de l'attaque du bureau de poste, menée par l'Organisation spéciale (OS), le 5 avril 1949, qui constitue une étape historique importante dans le processus de préparation de la lutte armée contre le colonialisme français.

L'attaque de la Grande poste, située au centre-ville d'Oran, fut l'une des opérations les plus marquantes, minutieusement planifiée par l'Organisation spéciale et exécutée avec succès. Elle a ainsi représenté un tournant décisif ayant permis d'assurer le financement en vue de la Guerre de libération.

L'opération, supervisée notamment par Ahmed Ben Bella et Hocine Aït Ahmed, et à laquelle ont participé Hamou Boutlelis, Souidani Boudjemâa, El-Hadj Benalla, Bennaoum Benzerga, les frères Lounis, Omar Khattab, Belhadj Bouchaïb et d'autres militants, avec la contribution de l'employé de la poste Si Djelloul Nemiche, dit "Si Bakhti", a permis de financer les activités de l'Organisation spéciale et d'acquérir des armes utilisées, plus tard, lors du déclenchement de la Révolution. Après le succès de l'attaque, Hamou Boutlelis envoya son épouse et sa fille avec Souidani Boudjemâa pour transporter les fonds récupérés du quartier Gambetta (actuellement Es-Seddikia) vers son domicile familial situé rue Mascara à Oran.

La direction de l'Organisation spéciale dépêcha également le militant Mohamed Khider à Oran. Bénéficiant de l'immunité parlementaire, il reçut les fonds et se chargea de les transférer à Alger, puis en Libye, où ils servirent à l'achat d'environ 350 pièces d'armes en préparation du déclenchement de

la Révolution du 1er Novembre.

A ce propos, le professeur d'histoire Mohamed Belhadj de l'Université d'Oran 1 Ahmed Ben Bella a souligné à l'APS, l'importance de cette opération, affirmant qu'elle "reflétait l'unité des Algériens, comme toutes les opérations menées durant la Révolution, avec la participation de militants issus de différentes régions du pays". Il a ajouté que l'attaque du bureau de poste constituait "une opération qualitative dans le processus de préparation de la lutte armée".

M. Belhadj a également précisé que l'opération "a réussi grâce aux informations précises fournies par Bakhti Nemiche, employé de la poste, et à la planification rigoureuse d'Ahmed Ben Bella et Hocine Aït Ahmed". Elle a permis de récupérer la somme de 3,178 millions de francs français, utilisée pour l'achat d'armes et de munitions, contribuant ainsi au déclenchement de la Révolution dans la région des Aurès.

Il a indiqué que "grâce à ces fonds, plus de 350 armes et des munitions ont été achetées en Libye puis transportées vers la région de M'chounech, entre Biskra et Batna, où elles furent dissimulées dans des silos et sorties tous les six mois pour entretien, jusqu'au déclenchement de la Révolution", citant le témoignage de l'ancien président et moudjahid défunt Ahmed Ben Bella, l'un des organisateurs de l'opération.

Le professeur Belhadj a également évoqué la préparation, la planification et l'exécution de l'opération, ainsi que les lieux ayant servi à son organisation, notamment une maison située dans le quartier Es-Seddikia utilisée pendant trois mois pour les préparatifs, ainsi que le domicile du militant Zaoui Abdelkader dans le quartier Es-Sanaouber (ex-les Planteurs) à Oran, utilisé pour héberger les militants et des auteurs de l'opération, en plus de la maison de Hamou Boutlelis située rue Mascara.

APS

COOPÉRATION ACADÉMIQUE ALGÉRO-RUSSE À OUARGLA

INAUGURATION DU COIN RUSSE À L'UNIVERSITÉ KASDI MERBAH

Le Coin Russe a été inauguré, dimanche, au niveau de la maison de l'Intelligence artificielle, à l'université Kasdi Merbah d'Ouargla (UKMO), dans le cadre de la consolidation de la coopération et le développement des échanges académiques et culturels entre l'Algérie et la Russie.

Ce coin académique a été baptisé du nom du défunt cosmonaute "Youri Gagarine", pionnier russe d'exploration spatiale et de développement de la recherche scientifique, et est appelé à servir d'espace d'inspiration et de stimulation pour les étudiants et les chercheurs, à même de consolider la coopération et les échanges académiques et culturels entre les deux pays. Intervenant lors de la cérémonie inaugurale de cet espace, en présence de l'ambassadeur de Russie en Algérie, Alexei Solomatine, de la délégation diplomatique l'accompagnant, de cadres et du corps enseignant de l'université d'Ouargla, le recteur de l'UKMO, Pr. Mohamed Tahar Hallilet, a indiqué que ce coin s'insère dans le cadre de la stratégie d'ouverture de l'institution universitaire sur son environnement international, en vue de permettre aux boursiers d'études d'apprendre la langue russe et de s'enquérir des expériences académiques et technologiques russes et élargir les perspectives de coopération et de recherches académiques.

Pour sa part, l'ambassadeur russe, Alexei Solomatine, a affirmé que l'inauguration de ce coin constitue une avancée dans le renforcement des relations d'amitié et de coopération bilatérale, soulignant, à ce titre, que la Russie déploiera tous les efforts pour le développement de cet espace, la consolidation de la coopération et des recherches académiques et leur capitalisation dans le rapprochement des deux peuples.

Cette visite a été mise à profit pour tenir aussi des rencontres bilatérales dédiées à un échange de points de vue sur les voies de développement de la coopération bilatérale, notamment dans les domaines des échanges d'étudiants et d'enseignants, du lancement de projets de recherche communs, ainsi que le renforcement des opportunités de formation et d'encadrement scientifique.

Au terme de sa visite, l'ambassadeur russe a signé le registre d'or de l'Université, avant de recevoir, dans le cadre des échanges culturels et scientifiques entre les deux pays, un ouvrage réalisé par le directeur de la didactique des langues à Ouargla, traduit en langue russe.

Troisième du genre en Algérie, après les espaces ouverts au niveau des universités d'Alger et d'Oran, le coin russe devra abriter des sessions de formation et des manifestations culturelles russes, des conférences et journées culturelles notamment, dans le but de consolider les échanges académiques et culturels et de développer la coopération entre les institutions universitaires algériennes et russes.

R.C

L'ÎLE DE KHARG

SYMBOLE DE LA FUTURE DÉFAITE DANS LE GOLFE PERSIQUE

Si l'occupation de l'île de Kharg semble prometteuse à court terme, elle risque d'entraîner les États-Unis dans une guerre qu'ils ne pourront ni contenir ni contrôler dans le golfe Persique.

Par Anis Raiss
In mondialisation.ca

Quatre semaines de guerre américano-israélienne contre l'Iran : les enjeux sont désormais bien plus importants que ce que Washington avait prévu. Le président américain Donald Trump a menacé sur Truth Social de "frapper et anéantir" les centrales électriques iraniennes si le détroit d'Ormuz n'est pas rouvert dans les 48 heures.

Le délai a expiré. Il a reculé et, pour la deuxième fois, a reporté son propre ultimatum, prétextant des "pourparlers productifs". Téhéran a nié tout pourparler et a soutenu que ce revirement serait dicté par "la crainte de la riposte iranienne".

La campagne aérienne américano-israélienne était censée briser l'Iran. Ce ne fut pas le cas. Aujourd'hui, les fauteurs de guerre font pression pour un engagement terrestre. Mais la guerre terrestre envisagée ne met pas simplement en danger des vies américaines sur une île située à 24 kilomètres des côtes iraniennes. Elle menace l'ensemble du dispositif militaire américain dans le golfe Persique – les bases, les alliances et les infrastructures énergétiques qui ont garanti la domination américaine en Asie occidentale pendant des décennies.

Dans une interview accordée à NBC News, le ministre iranien des Affaires étrangères Abbas Araghchi, en réponse à une question sur une éventuelle invasion terrestre par les États-Unis, n'a prononcé que trois mots auxquels le Pentagone n'a pas su répondre : "Nous les attendons", qui sont d'ailleurs devenus un mème. Le bluff a été démasqué. Reste à savoir si dévoiler les cartes de Washington va faire tomber tout le château de cartes.

Augmenter les enjeux sans cartes en main

Le discours sur l'invasion terrestre n'est plus hypothétique. Des responsables du Pentagone ont soumis des demandes de préparation détaillées pour le déploiement de forces terrestres. Trois groupes d'assaut amphibies des Marines convergent vers le golfe Persique : l'USS Tripoli transportant la 31e Unité expéditionnaire des Marines depuis le Japon, l'USS Boxer avec la 11e MEU depuis la Californie, et environ 1 500 parachutistes de la 82e Division aéroportée de Fort Bragg.

Une fois toutes les unités déployées, entre 6 000 et 8 000 soldats américains seront à portée de frappe de l'Iran. Mais la composition de ces forces met en évidence le fossé entre le discours et la réalité. L'analyste militaire Ruben Stewart a fait remarquer que les effectifs déployés

"correspondent à des opérations ponctuelles et limitées dans le temps, et non à une campagne terrestre soutenue".

Parallèlement, l'armée israélienne elle-même montre des signes de défaillance. Le chef d'état-major Eyal Zamir a averti le 25 mars que l'armée

"va s'effondrer sur elle-même", invoquant un affaiblissement des forces de réserve et une crise des effectifs qui s'aggrave au fur et à mesure que les conflits s'étendent de Gaza au Liban et désormais à l'Iran.

Washington engage davantage de paris, mais son jeu reste risqué.

Les scénarios envisagés actuellement prévoient une escalade dont chaque étape risque d'entraîner les États-Unis plus loin dans un conflit qu'ils ne sont structurellement pas prêts à supporter.

Pickaxe Mountain et le raid secret

L'option la plus séduisante sur le plan politique serait un raid secret contre les stocks d'uranium enrichi de l'Iran – estimés à environ 400 kilogrammes enrichis à environ 60 %, probablement stockés près d'Ispahan ou au cœur de Pickaxe Mountain.

Mais le problème a été identifié il y a des siècles par Sun Tzu : la rapidité est l'essence même de la guerre – or cette mission exige justement tout le contraire. L'extraction de matières nucléaires nécessite que les troupes restent sur place suffisamment longtemps avant que les forces iraniennes ne puissent réagir.

L'ancien commandant du CENTCOM, le général Joseph Votel, a qualifié ces opérations de "réalisables" mais a lancé un avertissement clair :

"Il faudrait les prendre en charge, les ravitailler, les évacuer médicalement. Tout cela nécessiterait un appui logistique, et cet appui devrait lui aussi être protégé".

Washington porte encore les stigmates de l'opération Eagle Claw – l'échec de la mission de sauvetage des otages de 1980 qui s'est soldée par un fiasco dans le désert iranien et a contribué à mettre fin à la présidence de Jimmy Carter.

L'île de Kharg, ou la dérive de la mission

Si les raids secrets comportent trop de risques pour peu de certitudes, l'option suivante sur la table est une saisie territoriale limitée – et les bellicistes de Washington se sont mis d'accord sur une unique cible : l'île de Kharg. Affleurement corallien de 20,7 kilomètres carrés situé au nord du golfe Persique, Kharg traite environ 90 % des exportations de brut iranien. Le sénateur américain Lindsey Graham a appelé Trump à "prendre l'île de Kharg", et le lieutenant-général à la retraite Keith Kellogg s'est décrit comme un "fervent partisan de l'intervention terrestre" sur ce site.

La logique semble chirurgicale : s'emparer de la bouée de sauvetage économique de l'Iran et contraindre Téhéran à la table des négociations. Mais même un examen superficiel suffit à démontrer l'absurdité de l'opération. Kharg se trouve à seulement 24 kilomètres des côtes iraniennes – soit à portée des batteries de missiles côtiers, des drones, des roquettes et de l'artillerie. Toute force américaine stationnée là-bas s'exposerait à des "bombardements quasi-constants".

Le contre-amiral à la retraite Mark Montgomery l'a exprimé sans détours :

"Si nous prenons l'île de Kharg, ils fermeront le robinet de l'autre côté. Ce n'est pas comme si nous contrôlions leur production pétrolière".

Sun Tzu a souligné qu'aucune nation n'a jamais tiré profit d'une guerre prolongée. Les analyses modernes parviennent à la même conclusion.

Les évaluations des think tanks avertissent que Kharg est un cas d'école de ce qu'on appelle la "dérive de la mission", entraînant les forces américaines pas à pas vers une guerre terrestre plus étendue.

La guerre à laquelle l'Iran s'est préparé

Ce que les va-t-en-guerre de Washington négligent systématiquement, c'est que l'Iran a passé des décennies à se préparer précisément à ce scénario – non pas pour égaler la puissance de feu américaine, mais pour que toute guerre terrestre soit d'un coût prohibitif. Le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) iranien comprend 31 divisions terrestres autonomes, chacune capable d'opérer de manière indépendante si le commandement central devait être paralysé.

Lorsque des frappes ont tué le guide suprême de la République islamique, Ali Khamenei, le ministre du Renseignement, Esmail Khatib, et le chef des Basij, Gholamreza Soleimani, le dispositif militaire a continué à tirer des missiles, à verrouiller le détroit d'Ormuz et à livrer bataille. C'est le rôle d'une structure de commandement conçue pour survivre à une décapitation.

En mer, la doctrine navale iranienne repose sur la guerre asymétrique. Son arsenal présumé compte des centaines de vedettes rapides, des batteries de missiles côtiers, environ 5 000 mines navales, plus de 1 000 navires suicide télécommandés et des sous-marins miniatures de classe Ghadir conçus pour les eaux peu profondes du Golfe. Le golfe Persique n'est pas un océan ouvert. C'est un couloir façonné par la géographie et fortifié par la stratégie, conçu pour engloutir toute puissance navale conventionnelle. À terre, l'ampleur du territoire est à elle seule décisive. L'Iran est quatre fois plus grand que l'Irak, avec une population dépassant les 90 millions d'habitants. Selon les estimations, toute invasion conventionnelle nécessiterait à minima "des centaines de milliers de soldats".

À cela s'ajoute le réseau paramilitaire des Basij, capable, selon certaines sources, de mobiliser jusqu'à un million de réservistes – ainsi que les décennies d'expérience du Corps des Gardiens de la Révolution islamique (CGRI) dans la coordination de la résistance asymétrique à travers la région.

Les États-Unis disposent actuellement de moins de 8 000 hommes en cours de positionnement. Ce n'est pas une guerre dont l'Iran a besoin de sortir vainqueur – mais une guerre conçue pour que Washington soit incapable de la mener.

Gagner Kharg, perdre le Golfe

Même si Washington réussit sur le plan tactique – en s'emparant de Kharg et en proclamant la victoire – les conséquences stratégiques seront immédiates.

Depuis le début de la guerre, l'Iran a déjà démontré sa capacité d'escalade. Des missiles et des drones ont frappé des infrastructures liées aux États-Unis à Bahreïn, au Koweït, au Qatar, aux Émirats arabes unis, en Jordanie et en Arabie saoudite. Des installations énergétiques, des aéroports et des usines de dessalement ont tous été pris pour cibles.

La prise de Kharg déclencherait probablement une riposte bien plus

massive. Les responsables iraniens ont explicitement mis en garde contre des "attaques incessantes et implacables" contre les infrastructures régionales si le territoire iranien venait à être occupé. Téhéran a également déclaré être prêt à étendre le conflit au détroit de Bab al-Mandab par l'intermédiaire de ses alliés yéménites d'Ansarallah, menaçant ainsi un deuxième passage stratégique.

Toutes les bases américaines du Golfe dépendent en effet de voies d'approvisionnement qui traversent précisément les États déjà menacés. Bahreïn accueille la Cinquième Flotte. Les Émirats arabes unis abritent la base d'Al-Dhafra. Le Koweït sert de plaque tournante logistique.

Comme l'a noté le Stimson Center, les États du Golfe craignent déjà que Trump ne déclare la victoire et ne les laisse seuls face à l'Iran.

Piège politique à Washington

Si la stratégie de l'Iran constitue un piège militaire, l'opinion publique américaine pourrait bien devenir un piège politique.

Les sondages montrent une opposition écrasante à une guerre terrestre. Une enquête de Quinipiac a révélé que 74 % des électeurs s'opposent au déploiement de troupes, tandis qu'un sondage CNN a montré un soutien minimal à l'escalade.

Plus significatif encore, une dissidence émerge au sein même de Washington. Des législateurs républicains ont ouvertement remis en question le décalage entre les messages publics et les briefings classifiés. La représentante Nancy Mace a alerté sur la différence entre les justifications présentées au public et celles fournies lors de briefings à huis clos.

Pendant ce temps, le Pentagone sollicite 200 milliards de dollars de financement supplémentaire, soit 1 milliard par jour. Lorsque les législateurs qui tiennent les cordons de la bourse qualifient les justifications de guerre de "profondément troublantes", l'issue politique est compromise – et ce, avant même le retour d'un seul sac mortuaire du sol iranien.

Le financement devient déjà source de division, les coûts prévisionnels atteignant des niveaux astronomiques.

La dernière carte

L'escalade possède sa propre dynamique. Chaque échec tactique, chaque frappe inefficace, chaque ultimatum reporté augmentent la probabilité d'une escalade.

L'île de Kharg n'est plus une hypothèse théorique. Les Marines sont déjà en mer. La 82e division aéroportée va être déployée.

L'Iran a fermé le détroit d'Ormuz et lancé son défi.

La question n'est plus de savoir si les États-Unis peuvent s'emparer de Kharg, mais s'ils peuvent se le permettre en termes de pertes humaines, de coûts financiers, de stabilité de leurs alliés du Golfe et de crédibilité politique, qui s'évaporeront dès l'arrivée du premier sac mortuaire sur le sol américain.

Washington a déclenché cette guerre en pleine phase de négociations, la qualifiant de mesure de sécurité. Aujourd'hui, celui que les États-Unis ont pris pour cible affirme depuis Téhéran : "Nous les attendons". Le bluff a été démasqué et les options restantes sont l'escalade, ou la défaite. L'Iran, lui, n'a jamais bluffé.

Anis Raiss



Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
05:20	12:54	16:23	19:02	20:24

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

LE GÉNÉRAL-MAJOR BERROUMANA PRÉSIDE LE 4^E SÉMINAIRE RÉGIONAL SUR L'ÉCHANTILLONNAGE ET L'ANALYSE DANS UN ENVIRONNEMENT HAUTEMENT CONTAMINÉ

Le Général-major Berroumana Ahmed, Commandant de la Gendarmerie nationale, a présidé, dimanche au Cercle national de l'Armée de Béni Messous (Alger), la cérémonie d'ouverture de la 4e édition du Séminaire régional sur "l'échantillonnage et l'analyse dans un environnement hautement contaminé", indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

Dans le cadre de la coopération avec l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), le Général-major Berroumana Sid Ahmed, Commandant de la Gendarmerie nationale a présidé, aujourd'hui dimanche 5 avril 2026, la cérémonie d'ouverture de la 4e édition du Séminaire régional sur "l'échantillonnage et l'analyse dans un environnement hautement contaminé", au Cercle national de l'Armée de Béni Messous en Première région militaire, et ce, en présence des cadres du ministère de la Défense nationale aux côtés de stagiaires des Etats-Parties à la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC) de la région Afrique", précise la même source.

Dans son allocution d'ouverture, le Commandant de la Gendarmerie nationale a souligné que "l'Algérie poursuit le développement de ses capacités technico-opérationnelles dans le domaine de l'assistance et de la



protection contre les armes chimiques, tout en renforçant sa coopération avec les pays africains". Il a, également, indiqué que cet

événement s'inscrit dans le cadre du partenariat liant l'Algérie à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC).

Cette édition a pour objectif "de renforcer les capacités d'assistance et de protection contre les agents chimiques de guerre, et consolider les compétences des spécialistes des Etats-Parties à la convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC), en leur qualité de premiers intervenants chargés des opérations d'échantillonnage et d'analyse dans un environnement hautement contaminé".

Elle vise, également, à développer les connaissances et les qualifications des spécialistes des pays africains membres, tout en promouvant la coopération "Sud-Sud", dans le domaine des urgences chimiques, conclut le communiqué du MDN.

RA

AUDIENCE AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. CHAIB REÇOIT LA CHEFFE DE LA MISSION DE L'OIM EN ALGÉRIE

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib, a reçu, dimanche au siège du ministère des Affaires étrangères, la cheffe de la mission de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en Algérie, Lalini Veerassamy, indique un communiqué du ministère.

La rencontre a permis de "passer en revue l'état

des relations de coopération établies entre l'Algérie et l'OIM, notamment en matière d'échange d'expertises liées aux politiques de prise en charge de la communauté nationale à l'étranger, thème d'un workshop de haut niveau organisé en juillet dernier", ajoute le communiqué.

Elle a été "une occasion pour examiner les perspectives de renforcement des programmes de coo-

pération bilatérale liés à l'appui et à la promotion des efforts nationaux en matière d'association des membres de notre communauté nationale établie à l'étranger aux différents chantiers de développement dans le pays", selon la même source.

RA

GYMNASTIQUE/CHAMPIONNAT DU MONDE

KAYLIA NEMOUR EN OR AU CAIRE ET EN ROUTE VERS UN DOUBLÉ

La gymnaste algérienne Kaylia Nemour a décroché, dimanche, la médaille d'or aux barres asymétriques lors de la quatrième étape de la Coupe du monde de gymnastique artistique féminine disputée au Caire. Elle s'est imposée avec une note de 14.033, devançant la Chinoise Jiang Shuting (13.700) et la Slovène Hribar Lucija (13.100).

Également qualifiée pour la finale de la poutre prévue ce lundi, la jeune prodige peut espérer signer un doublé historique. Elle aborde cette épreuve en grande favorite après avoir réalisé la meilleure performance lors des qualifications avec une note de 14.633, nettement supérieure à celles des deux Chinoises Ke Quinquin (14.066) et Qiu Qiyuan (13.700).

À seulement 17 ans, celle qui a été sacrée championne olympique lors des Jeux olympiques de Paris 2024 s'impose déjà comme une figure majeure de la discipline. Véritable fierté du public sportif algérien, elle enchaîne les performances de haut niveau depuis le début de la saison 2026 sur le circuit mondial.

Pour rappel, elle avait obtenu la médaille d'argent à la poutre en février lors de l'étape de Cottbus, après avoir dominé les qualifications aux barres asymétriques avant de chuter en finale, manquant ainsi le podium. Elle a toutefois su rebondir dès l'étape suivante à Bakou en remportant l'or aux barres asymétriques et l'argent à la poutre. Depuis son sacre olympique, ses statistiques aux barres asymétriques sont impressionnantes : elle a remporté neuf médailles d'or sur dix compétitions



disputées en Coupe du monde. Une performance remarquable, inédite pour une gymnaste algérienne, arabe et africaine.

Soutenue par le président Abdelmadjid Tebboune et portée par l'enthousiasme de ses supporters, Kaylia Nemour continue de porter haut les couleurs nationales. Déterminée à se surpasser à chaque compétition, elle vise désormais la finale de la Coupe du monde prévue à Doha du 14 au 18 avril 2026, avant de se tourner vers les championnats d'Afrique au Cameroun avec l'ambition de monter sur la plus haute marche du podium.

RS

CRIMINALITÉ

SAISIE DE 10 QUINTAUX DE CÂBLES EN CUIVRE DES RÉSEAUX D'INTERNET ET DES CHEMINS DE FER

Les éléments de la police judiciaire de la 9e sûreté urbaine de la wilaya de Souk Ahras, en coordination avec la Brigade de recherche et d'intervention (BRI), ont réussi à saisir 10 quintaux de câbles en cuivre appartenant à l'Algérie Télécom et à la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), a-t-on appris, dimanche, auprès de ce corps constitué.

Cette opération, ayant permis l'arrestation d'un suspect, a été menée suite à des informations parvenues aux services de police faisant état d'un individu impliqué dans le vol de câbles en cuivre qu'il transportait à bord d'un véhicule utilitaire, a précisé le chef

du bureau de communication de la sûreté de wilaya, le commissaire de police Hamza Fassi.

Un plan opérationnel a été aussitôt mis en place, permettant l'interception du véhicule. La fouille a permis de découvrir, à l'arrière de celui-ci, des fils de cuivre sous forme de ballots, d'un poids total de 10 quintaux, selon la même source. Après l'accomplissement des procédures légales, le mis en cause a été présenté devant le parquet local, en vertu d'un dossier pénal, à l'issue duquel un mandat de dépôt a été prononcé à son encontre, a-t-on ajouté de même source.

RS